

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUID DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 528**

**Avril-Mai-Juin 2018**

55<sup>e</sup> année - 1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- En Israël, chasse aux réfugiés
- Algérie: la bourgeoisie fait pleuvoir les coups contre la classe ouvrière et les travailleurs
- Afrique subsaharienne
- Argentine: Serrage de ceinture et matraque pour les prolétaires
- Métallurgie allemande, totale collaboration entre syndicats et patrons
- «Islamofascisme», «islamo-gauchisme»: quand «Mouvement Communiste» part en croisade
- ZAD de Notre-Dame-des-Landes

## Le Moyen-Orient, arène des affrontements bourgeois et impérialistes

Le 8 mai le président américain Trump annonçait que les Etats-Unis se retireraient du traité international sur le nucléaire avec l'Iran qui avait été signé par l'administration Obama, les autres membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (Chine, Russie, France, Grande Bretagne), l'Allemagne, l'Union européenne et l'Iran; il annonçait aussi qu'ils allaient imposer «le niveau le plus élevé des sanctions économiques possibles contre l'Iran» (ces sanctions américaines avaient été largement allégées après la signature du traité, mais pas totalement supprimées pour autant). L'ambassadeur américain en Allemagne avertissait aussitôt que les entreprises allemandes devaient immédiatement cesser leurs relations économiques avec l'Iran...

En concomitance avec la décision américaine à laquelle il avait poussé, le gouvernement israélien intensifiait ses bombardements sur des positions iraniennes en Syrie (1), après que celles-ci aient tiré des missiles en direction d'Israël.

Cette flambée supplémentaire de fièvre au Moyen-Orient intervient alors

( Suite en page 3 )

## Contre les orientations collaborationnistes qui mènent les luttes à la défaite, retour à la lutte de classe!

La décision du premier ministre de recevoir les syndicats de cheminots début mai, a été aussitôt saluée sans rire par l'intersyndicale comme une «défaite du gouvernement»! Peu leur importait que Philippe avait précisé qu'il ne s'agissait pas de discuter des revendications des travailleurs, ni des «réformes» qu'il avait décidées, mais seulement de la dette de la SNCF et de l'avenir de l'entreprise; ou plutôt, c'était cela qui intéressait vraiment ces organisations qui ont fait de la collaboration entre les classes, de la défense de l'entreprise et des discussions entre «partenaires sociaux», le véritable but de toutes leurs actions. C'est bien pourquoi elles isolent les luttes et les travailleurs y compris au sein même de la SNCF où les syndicats organisent des AG séparées selon les catégories; c'est bien pourquoi elles ont évité dès le début du conflit des cheminots d'engager une lutte frontale contre les projets gouvernementaux, orientant le mouvement dans la perspective de négociations, et trouvant l'idée «géniale» de faire la grève par intermittence.

Mais face à la détermination du gouvernement, une détermination au moins égale aurait été indispensable: lutter à moitié est la meilleure façon de perdre!

Convaincu de ne rien risquer, le gouvernement ne s'est même pas donné la peine de jouer la comédie des négociations et il a encore annoncé de nouvelles décisions (sur le fret). Les syndicats y compris les plus collaborationnistes comme la CFDT, se sont offusqués, celle-ci déclarant que le gouvernement voulait les pousser à la grève reconductible, mais qu'ils ne tomberaient pas dans cette «provocation» (ouf!). Devant l'attitude gouvernementale, les larbins se sont rebellés: ils ont décidé... de ne plus aller aux réunions de concertation avec la ministre des transports...

On nous dira que la CGT et SUD parlent de «convergence des luttes»; mais c'est de la poudre aux yeux: il ne peut y avoir de convergence quand les luttes sont menées sur des bases corporatistes ( Suite en page 2 )

## L'ANNÉE 1917

En 1917 la guerre mondiale qui avait été présentée des deux côtés du front comme devant être courte, entrain dans sa troisième année; les populations civiles comme les soldats n'entrevoient pas sa fin. Les victimes se comptaient déjà en millions, tombées lors d'assauts meurtriers, sous les canonnades ou les gaz asphyxiants. Les tentatives de faire renaître l'internationalisme prolétarien en dépit de l'obstruction des partis socialistes et de la répression bourgeoise (réunions de Zimmerwald, Kienthal et autres en Suisse) paraissent ne pas avoir donné de fruits. Mais le feu couvait sous la cendre.

Au début de 1917, depuis son exil en Suisse, Lénine écrivait, à propos de rumeurs sur des négociations de paix: «C'est précisément à présent, à l'heure où la bourgeoisie dirigeante

se prépare à désarmer pacifiquement des millions de prolétaires et à les faire passer sans encombre sous le couvert d'une séduisante idéologie et en les aspergeant, bien entendu, de l'eau bénite des phrases pacifistes mielleuses de leurs boueuses, puantes et infectes tranchées où ils faisaient un métier de bouchers, aux bagnes des fabriques capitalistes où ils devront rembourser, "par un honnête labeur", les centaines de milliards de la dette d'Etat, c'est précisément à présent que s'impose, plus encore qu'au début de la guerre, le mot d'ordre lancé aux peuples par notre Parti en automne 1914: **Transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme!**» (1)

( Suite en page 12 )

## Contre les orientations collaborationnistes qui mènent les luttes à la défaite, retour à la lutte de classe!

( Suite de la page 1 )

et pour la défense de l'entreprise. Une véritable convergence ne pourrait naître que sur la base d'une lutte réelle menée sur des positions **de classe**; les autres travailleurs pourraient alors constater que ceux qui sont entrés en lutte ne le font pas sur des bases catégorielles et pour des objectifs qui ne regardent qu'eux, mais qu'ils luttent pour de revendications intéressantes tous les prolétaires. Si de plus cette lutte était menée avec des méthodes de classe (grève illimitée, piquets de grève pour

interdire aux non-grévistes de travailler, blocage des installations, comités de grève, etc.), comme cela avait été le cas en 1995, elle serait alors un exemple formidable qui pourrait vite se révéler contagieux. Mais cette **unification** des luttes ne pourra se réaliser que **contre** les orientations des appareils syndicaux qui, en bons collaborationnistes, y sont résolument opposés.

Si des groupes de prolétaires tiraient cette dure mais indispensable leçon de l'impasse où les appareils syndicaux, secondés par les partis politiques de gauche et d'«extrême gauche», emmènent les luttes actuelles, un pas décisif serait alors fait vers la renaissance de la lutte de classe.

(Ci-dessous le dernier tract distribué par nos camarades lors du mouvement)

## Le gouvernement multiplie les attaques Pour riposter la seule solution est la lutte générale de classe anticapitaliste!

Le passage à l'automne dernier sans problèmes de la «Loi Travail XXL» (les ordonnances modifiant le code du travail) grâce au sabotage d'une véritable lutte par les directions syndicales (qui s'étaient discrètement concertées pendant l'été avec le gouvernement), a constitué le feu vert pour généraliser les attaques anti-ouvrières et mettre en chantier les mesures antisociales: dans l'Enseignement, dans la Fonction Publique, à la SNCF, dans la Formation professionnelle, l'assurance-chômage», sur les pensions de retraite, etc.

A cela se sont ajoutés l'accentuation de la politique répressive avec une nouvelle loi scélérate contre les réfugiés et les travailleurs sans-papiers, le blindage de l'Etat par l'inscription dans le droit commun des principales mesures de l'état d'urgence, le recours à la police pour évacuer les universités (les nervis d'extrême droite n'étant pas suffisants), l'évacuation à grand spectacle par des centaines de policiers des quelques dizaines d'opposants au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure et des Zadistes de Notre-Dame des Landes – et de l'autre côté la suppression de l'impôt sur la fortune, la préparation de nouvelles suppressions d'impôts pour les entreprises. En même temps a été annoncée une augmentation importante du budget des armées, afin de satisfaire les industriels de l'armement et de permettre les interventions militaires de l'impérialisme français au Moyen-Orient ou en Afrique.

### CONTRE CES ATTAQUES GÉNÉRALISÉES, CE QU'IL FAUT, CE N'EST PAS UN «DIALOGUE SOCIAL CONSTRUCTIF», MAIS UNE LUTTE GÉNÉRALE ET DE CLASSE !

La généralisation et l'aggravation des attaques appellent une lutte **ouverte** et **générale** si l'on veut résister à un gouvernement fermement décidé à réaliser les desiderata patronaux. La politique de Macron ne fait que porter à un degré plus élevé la politique suivie par Hollande qui avait déjà multiplié les cadeaux aux capitalistes et attaqué les travailleurs; mais ce sont en réalité tous les gouvernements bourgeois, qu'ils soient de gauche ou de droite, qui font la politique exigée par le capitalisme. Or celui-ci a besoin d'augmenter ses profits pour faire face à ses concurrents en Europe et sur le marché mondial. Et il n'y a qu'un moyen pour cela: accroître l'exploitation des travailleurs, diminuer les dépenses sociales – qui constituent ce que l'on appelle le «salaire indirect».

Combattre réellement cette politique implique de se placer sur le terrain de la **lutte anticapitaliste**: prolétaires et capitalistes, travailleurs et patrons, ne sont pas des «partenaires», ce sont des **adversaires de classe**. Mettre au premier plan la

défense des intérêts de l'économie nationale ou de l'entreprise, ou prétendre qu'ils sont conciliables avec ceux des travailleurs, revient à **abandonner** dans les faits la défense des intérêts prolétaires. C'est pourquoi il est impossible pour se défendre de compter sur les organisations syndicales collaborationnistes qui ne rêvent que de concertation avec le gouvernement et les patrons.

Les faits le démontrent une nouvelle fois: à la SNCF, refusant l'épreuve de force avec le gouvernement, les directions syndicales ont décidé de tronçonner le mouvement avec une grève en pointillé et à dates fixes dont le seul résultat est d'en diminuer l'efficacité et d'épuiser les travailleurs, tout en gênant le moins possible l'entreprise et le gouvernement. Elles gémissent en outre que la «*méthode*» du gouvernement contrevenne «aux principes même d'un dialogue social constructif» et provoque une «*détérioration du climat social*» (lettre unitaire à la ministre des transports, 20/4/18)! Mais ce n'est pas un dialogue constructif avec un gouvernement qui exprime crûment les intérêts capitalistes qui est nécessaire, mais la lutte contre lui! Ce n'est pas la détérioration du climat social que les travailleurs doivent craindre, mais le maintien de la paix sociale qui les paralyse! Ailleurs les syndicats continuent à appeler à des mobilisations séparées, secteur par secteur. Pour ne pas être un mot creux, la «convergence des luttes» dont parlent certains, ne pourrait être qu'un mouvement d'ensemble dépassant les limites d'entreprise et de corporation, sur la base de revendications unitaires de classe: augmentation générale et antihierarchique des salaires, plus forte pour les bas salaires, égalité des salaires quel que soit le sexe ou l'âge, augmentation générale des prestations sociales et des pensions, réduction drastique du temps de travail et de l'âge de la retraite, salaire intégral aux chômeurs, régularisation de tous les travailleurs sans papiers, etc., voilà quelques-unes de revendications élémentaires répondant aux besoins des travailleurs.

Mais les appareils syndicaux orientent les mobilisations vers des objectifs limités, catégoriels, **interclassistes de défense de l'entreprise**, du **service public** ou du fonctionnement de l'Etat, et non de la **défense des intérêts de classe des travailleurs** – ce qui est la seule façon d'obtenir la **solidarité de tous les prolétaires** et l'extension des luttes.

Complètement englués dans le réseau de collaboration de classe mis en place par la bourgeoisie, les appareils syndicaux collaborationnistes sont bien obligés d'apparaître comme les défenseurs des travailleurs; mais leur priorité étant la bonne marche de l'économie nationale et le maintien de la paix sociale,

ils ne peuvent donc être que des **adversaires** de la lutte prolétarienne de classe et de toute orientation anticapitaliste. Quand le gouvernement ne leur donne pas de «*grain à mou-dre*», quand il annonce des mesures sans se donner la peine de jouer la comédie de la «concertation», ils crient à la **provocation!**

Mais les provocateurs les plus dangereux ce sont ceux qui sabotent ou qui dévient les luttes, en un mot ceux qui font le jeu de la bourgeoisie tout en jouant la comédie de la lutte. C'est le cas des directions syndicales collaborationnistes, mais aussi des partis de gauche et d'extrême gauche qui, même quand ils sont dans l'opposition, suivent la même politique réformiste et interclassiste, faisant passer l'intérêt des travailleurs après l'intérêt de l'entreprise.

### REVENIR AUX BUTS, AUX MÉTHODES ET AUX MOYENS DE CLASSE !

C'est **indépendamment** de tous ces gens et **contre** les orientations défaitistes de l'opportunisme politique et syndical, qu'il est nécessaire d'entrer lutte, sans se laisser égarer par les discours mensongers sur la défense de l'économie nationale, de l'usine, de l'entreprise ou des Services Publics. Les prolétaires ne doivent pas laisser à d'autres le soin de se défendre: pour être victorieux ils doivent **prendre en main leurs luttes**, se mobiliser et **s'organiser** pour la défense exclusive de

leurs **seuls intérêts de classe**, qui sont complètement opposés à ceux des capitalistes, de leur économie et de leur Etat.

Il est indispensable de revenir aux méthodes, aux buts et aux moyens de classe: grève illimitée avec piquets de grève et occupation pour empêcher les non-grévistes de saboter la lutte, extension du mouvement aux autres entreprises et autres secteurs sur la base de la défense exclusive des intérêts de classe, comités de grève élus pour diriger le mouvement et responsables devant tous les travailleurs, etc.

Cette lutte défensive sur le terrain économique et immédiat pourra être victorieuse si elle est effectivement menée de cette manière; elle pourra alors donner le coup d'envoi à la lutte plus large, politique et offensive, la **lutte révolutionnaire** décisive pour renverser l'ordre bourgeois, en finir à jamais avec le capitalisme et instaurer la société sans classe: le **communisme**.

**Pour la lutte générale sur le terrain exclusivement de classe !**

**Pour l'organisation des travailleurs indépendamment du collaborationnisme !**

**Pour la reconstitution du parti de classe !**

**Pour la reprise de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme !**

29/04/2018

## Le Moyen-Orient, arène des affrontements bourgeois et impérialistes

( Suite de la page 1 )

que les combats continuent en Syrie, que la guerre menée par l'Arabie Saoudite au Yémen contre des insurgés soutenus par l'Iran ne paraît pas près de cesser et qu'Israël réprime dans les sang les manifestations palestiniennes pacifiques à sa frontière avec Gaza.

Fin avril, à la suite d'une attaque par des armes chimiques des troupes du régime syrien contre un quartier rebelle qui aurait fait une quarantaine de morts, les Etats-Unis, avec leurs alliés français et britanniques bombardaient des installations de production de telles armes. Le chiffre des victimes du conflit en Syrie depuis le début est estimé à plusieurs centaines de milliers, le régime étant lui-même responsable de la très grande majorité des morts parmi la population civile (le chiffre de plus de cent mille avait été avancé en en mars 2017 par l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, organisation proche des Frères Musulmans). L'indignation morale mise en avant par le trio des gangsters impérialistes occidentaux pour justifier leurs bombardements était donc des plus suspectes! Elle ne pouvait cacher que la raison réelle de ces «frappes» contre des installations du régime, ce qui était habituellement soigneusement évité par les avions de la coalition dirigée par les Etats-Unis, avaient une toute autre raison: réaffirmer que leurs intérêts impérialistes devaient être pris en compte par

les autres acteurs du conflit – à commencer par la Russie qui apparaît de plus en plus comme le premier bénéficiaire de l'interminable tuerie qui ensanglante la Syrie.

Le 29 mars Macron avait reçu à l'Elysée une délégation des FDS kurdes qui combattent en Syrie les forces de l'Etat Islamique (Daech). Cette reconnaissance officielle de l'Etat français à ces milices liées au PKK (organisation combattante kurde en Turquie) était la traduction du fait non seulement que les FDS constituent pour la coalition américaine les principales troupes au sol, mais que des «forces spéciales» américaines, britanniques et françaises (et autres?) combattent en Syrie à leurs côtés (parfois en portant leur uniforme comme cela a été constaté pour les américains). Macron déclara en même temps que la France était prête à jouer les intermédiaires pour faciliter une négociation entre ces milices et la Turquie, «*allié stratégique de la France*» – ce qui suscita une réplique immédiate du président turc Erdogan (soutenu à cette occasion par le CHP, le principal parti d'opposition) disant qu'il n'y avait pas de négociation possible avec des «terroristes» (2).

Le gouvernement français faisant le silence sur l'engagement de ses soldats en Syrie, c'est le ministre de la défense américaine, le général Mattis, qui a révélé le 26 avril que 50 soldats supplémentaires des Forces Spéciales françaises venaient d'être envoyés en renfort

par la France en même temps que 300 commandos américains. D'après Le Monde (3) ces soldats auraient pris position dans la ville de Manjib pour empêcher les troupes turques de la reprendre aux Kurdes. Selon le quotidien, l'engagement militaire français au sol (comme celui britannique), se fait en étroite coordination avec les Américains; il a commencé en Syrie fin 2015 (l'année précédente en Irak) sous le gouvernement de Hollande. Les commandos français sont «*intégrés aux unités kurdes*» et ils auraient participé à la prise de Mandjib en août 2016.

Les alliés auraient promis aux Turcs qu'il se retireraient ensuite de cette ville, «*mais il n'était ni moralement (sic!) ni stratégiquement souhaitable que la coalition lâche les FDS, seules capables de tenir le nord-est syrien dans la durée. A Manjib, la France et les Etats-Unis ont privilégié de concert la sanctuarisation du territoire tenu par leurs partenaires locaux contre les ambitions de la Turquie*». On sait que la France et les Etats-Unis, eux, n'ont pas d'ambitions et sont mus uniquement par des considérations morales...

D'autres sources indiquent que les Russes auraient également fait pression sur la Turquie pour qu'elle n'attaque pas la ville. Les FDS ont en effet la particularité d'être à la fois partenaires de la coalition américaine et de Moscou.

( Suite en page 3 )

## Le Moyen-Orient, arène des affrontements bourgeois et impérialistes

( Suite de la page 3 )

Avant d'attaquer la région d'Afrin au début de cette année, la Turquie avait dû obtenir l'aval de la Russie, qui a retiré ses «conseillers militaires» qui y étaient présents; les milices kurdes ont demandé l'aide du régime syrien (elles collaborent avec lui dans certaines circonstances), mais ce dernier n'a pu faire plus que déclarations: il n'a pas la capacité de s'opposer à son parrain russe. Turcs et Russes sont sur des fronts opposés en Syrie, mais cela n'empêche pas les accords; Moscou n'entend pas lâcher complètement les Kurdes sans obtenir quelque chose de substantiel en échange de la Turquie qui, elle, a comme premier objectif d'empêcher la constitution d'une entité kurde indépendante à sa frontière.

\* \* \*

Le fait que les Européens soient donc de proches alliés des Américains, sous le commandement desquels ils combattent en Irak et en Syrie, n'a pas empêché Trump de leur infliger une gifle diplomatique avec son retrait de l'accord avec l'Iran et de vouloir les empêcher de continuer à avoir des relations économiques fructueuses avec ce pays. Il n'y a rien de surprenant à cela: les relations entre les Etats bourgeois ne sont régies que par la défense de leurs intérêts et se fondent sur le rapport des forces existant. La politique américaine actuelle, même si elle ne recueille pas l'assentiment de toute la classe dominante américaine ni de tout son appareil politique, n'est pas décidée par des foucades improvisées de Trump; elle est l'expression de puissants intérêts économiques et politiques qui s'inquiètent des difficultés croissantes des Etats-Unis sur le marché mondial, face à ses concurrents et qui craignent que son statut de première puissance mondiale soit à terme remis en cause.

La décision de taxer les importations d'acier ou d'aluminium – décision américaine classique, prise autrefois par le Démocrate Carter, puis par d'autres présidents pour protéger les intérêts des grands groupes sidérurgistes –, les exigences que la Chine réduise fortement et rapidement son excédent commercial envers les Etats-Unis, qu'elle réduise ses capacités productives excédentaires, qu'elle s'ouvre sans restrictions aux investissements étrangers, (tout en acceptant les restrictions à ses investisse-

ments aux Etats-Unis!), répondent aux besoins d'importants secteurs de l'économie américaine; le retrait de l'accord sur le nucléaire signifie par exemple que les Américains ne veulent pas abandonner leur rôle dominant dans la Golfe Persique, zone d'importance stratégique pour le capitalisme mondial, ni laisser l'Iran gagner en influence à leurs dépens au Moyen Orient.

Il est d'ailleurs significatif que Macron, sous le prétexte de sauver le traité nucléaire, ait tenté de s'appuyer sur la menace américaine pour arracher à l'Iran des concessions à ce sujet: l'impérialisme français, à la différence de l'impérialisme allemand opposé à cette initiative française, voit lui aussi l'Iran comme un obstacle à ses ambitions dans la région. Lorsque le traité était sur le point de se conclure, la France avait déjà essayé de s'y opposer, à la colère de l'administration Obama.

Autre exemple plus récent de cet antagonisme persistant en dépit de la ruée des entreprises françaises sur le marché iranien, selon *Daily Sabah*, un quotidien pro-gouvernemental turc, le gouvernement français aurait demandé à participer aux négociations de Sotchi au début de cette année sur l'avenir de la Syrie entre la Russie, la Turquie et l'Iran, mais les Iraniens s'y seraient opposés.

La brutalité particulière de la diplomatie américaine vis-à-vis de traités et d'accords internationaux qu'elle a décidé ne plus respecter, son manque d'égards vis-à-vis d'alliés dont elle n'hésite pas à piétiner les intérêts, les véritables ultimatums qu'elle présente à ses concurrents, dont se plaignent les capitalistes européens japonais ou chinois, sont l'expression de la brutalité de la politique impérialiste qui se manifeste habituellement vis-à-vis d'Etats plus faibles. Si les frictions commerciales et les affrontements économiques entre les grands Etats atteignent un niveau sans précédent depuis longtemps, faisant parler de «guerre commerciale», cela s'explique par le fait que l'impérialisme américain entend réagir à son affaiblissement relatif par rapport à ses concurrents, en premier lieu par rapport à la Chine, mais pas seulement par rapport à elle.

Mais c'est aussi une conséquence de l'engorgement des marchés par la surproduction qui revient inévitablement ténasser le capitalisme et le plonger dans des crises économiques. Les affrontements économiques et commerciaux qui en sont la conséquence se traduisent inévitablement en affrontements politiques et militaires. Aujourd'hui ces affrontements militaires restent «limités», dans la mesure où les grands et moins grands impérialismes ne s'affron-

tent pas directement, mais à travers différents intermédiaires. Mais la guerre généralisée est le débouché inévitable des crises capitalistes, si le prolétariat, ne trouvant pas à temps sa force de classe, n'est pas capable de lui barrer la route par la révolution: la tragédie syrienne est l'image de l'avenir que le capitalisme réserve au prolétariat et à l'humanité.

Pour s'y opposer, il n'y a pas d'autre voie que le retour du prolétariat à la lutte révolutionnaire de classe, avec laquelle il a déjà affronté le pouvoir de la bourgeoisie dans le passé. Il pourra l'affronter demain avec la puissance énormément accrue que lui a conférée l'extension et le développement du capitalisme, quand il aura renoué avec ses armes de classe, reconstitué ses organisations et son parti de classe. Travailler sans relâche à cette reconstitution en défendant le programme invariant du communisme, en dénonçant toutes les interventions militaires impérialistes, en s'opposant à toutes les campagnes d'union nationale, en combattant l'interclassisme telle est la tâche des prolétaires d'avant-garde.

**A bas le capitalisme et l'impérialisme!**

**Vive la révolution communiste internationale!**

(1) Israël a prévenu la Russie avant ses bombardements, comme l'avaient fait les Américains et leurs alliés fin avril. Dans les deux cas les Russes ont laissé faire, sans mettre en oeuvre leurs moyens anti-aériens: pour l'instant les grandes puissances évitent tout affrontement direct. L'Iran, avec son allié le Hezbollah libanais, est le principal soutien militaire terrestre du régime syrien; les Russes bien qu'ils disposent aussi de troupes au sol, parfois sous la forme de «mercenaires», sont surtout présents dans les airs – tout comme la coalition américaine. La Turquie intervient militairement avec ses troupes régulières, tout en soutenant diverses milices d'opposition au régime, ce que font aussi l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes.

(2) L'impérialisme français essaye de garder de bonnes relations avec la Turquie où il a des intérêts économiques importants, et à qui il veut vendre des armes.

(3) Voir «La guerre des commandos français en Syrie», *Le Monde*, 9/5/18. Relevons aussi que Macron s'est vanté dans une interview télévisée, d'avoir convaincu Trump de ne pas retirer ses Forces Spéciales de Syrie après la défaite de Daech, comme celui-ci l'avait laissé entendre: l'impérialisme français se serait montré encore plus agressif que l'américain...

## En Israël aussi, la chasse aux réfugiés est ouverte

Des dizaines de milliers d'Africains ont trouvé refuge en Israël ces dix dernières années pour fuir les guerres, la misère et la faim qu'ils subissent dans leur pays d'origine. La route de l'exil a été ponctuée par les violences de la police égyptienne et par la traversée du Sinaï lors de laquelle certaines et certains ont été violés et torturés par les passeurs, véritables trafiquants d'êtres humains.

Depuis leur arrivée, ces 60 000 réfugiés subissent la ségrégation et la terreur raciste. Aujourd'hui, ils doivent faire face à un vaste plan de déportation de 40 000 Africains – dont 5 000 enfants nés en Israël – projeté par le gouvernement israélien. Déjà 3 000 Africains sont parqués dans un camp d'internement entouré de barbelés en plein désert du Néguev. La seule alternative proposée est un emprisonnement à durée illimitée ou l'expulsion vers l'Ouganda ou le Rwanda, pays qui nient l'existence de tout accord écrit avec Israël. Les immigrés déportés arrivent dans ces deux pays sans papiers légaux, se font voler ou sont victimes de trafiquants qui les envoient sur les routes de l'immigration vers la Libye et l'Europe. D'autres ont été renvoyés vers les zones de guerre qu'ils ont fui.

Les Africains en Israël sont victimes d'un racisme d'État et à une féroce exploitation. La plupart ne peuvent pas avoir de permis de travail et sont donc obligés de travailler dans le secteur informel dans la restauration, le nettoyage ou la garde d'enfants. Ceux qui leur viennent en aide sont également persécutés et l'embauche de réfugiés peut entraîner des amendes et l'emprisonnement. L'objectif du gouvernement est de rendre la vie impossible aux exilés pour qu'ils quittent le pays.

Les politiciens bourgeois entretiennent un climat d'hystérie et de haine contre eux. Ils les surnomment les «infiltrés» et sont accusés d'être des criminels ou même un «cancer» (selon un député) pour un pays qui «appartient à l'homme blanc» (selon le ministre de l'Intérieur en 2012). Les autorités religieuses attisent aussi la haine: en 2010, des centaines de rabbins ont publié une déclaration demandant aux Juifs de ne pas vendre de maisons ou de louer des appartements aux travailleurs migrants et aux demandeurs d'asile. Les appels à la haine se traduisent par des violences racistes. Les Érythréens, les Éthiopiens et les Soudanais sont donc victimes de crimes racistes en grand nombre. En mai

2012, des émeutiers racistes se sont chaînées dans les quartiers Sud de Tel-Aviv et ont organisé un véritable pogrom contre les personnes de couleur, pillant des magasins et jetant des bombes incendiaires, notamment dans une cour d'école maternelle.

Les discours xénophobes des responsables politiques se sont accompagnés de tout un arsenal de loi anti-immigrés. Un mur en acier a été construit le long de la frontière avec l'Égypte pour arrêter les flux de réfugiés. En juin 2012, le parlement a adopté un amendement à sa loi sur la «prévention de l'infiltration» permettant aux autorités de déterminer les réfugiés et leurs enfants indéfiniment. Adoptée en 1954, la loi visait à empêcher les Palestiniens massivement expulsés en 1947-1948 de rentrer chez eux. Cette mesure raciste avait provoqué des manifestations de masse des demandeurs d'asile africains en Israël. Des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues de Tel Aviv et de Jérusalem pour protester contre le refus d'Israël de leur accorder le statut de réfugié et pour la libération des personnes emprisonnées. Depuis 2013, des procédures de demande d'asile ont été mises en œuvre mais elles n'ont abouti qu'à... onze régularisations!

Les campagnes racistes contre les Africains visent également les 150 000 Juifs éthiopiens qui ont émigré vers Israël dans les années 1980-90. Ils occupent les emplois les moins bien payés et les plus précaires. Ils subissent un racisme rampant et des discriminations en matière de logement, de transport, d'éducation et d'emploi. Bien que constituant moins de 2% de la population israélienne, les jeunes juifs d'origine éthiopienne représentent plus de 30% des mineurs emprisonnés. Ils sont également largement victimes de violences policières. En 2013, le gouvernement a même admis avoir injecté aux femmes éthiopiennes du Depo-Provera, un contraceptif puissant. Cela a entraîné une chute spectaculaire du taux de natalité de la communauté.

L'État sioniste est un régime raciste qui depuis 70 ans spolie, opprime, déporte et assassine les masses palestiniennes – qu'elles aient ou non la nationalité israélienne. C'est ce même racisme qui explique qu'après la première Intifada, au début des années 1990, les dirigeants sionistes aient fait venir massivement des travailleurs immigrés

### « Il Comunista » Nr.153 - Maggio 2018 Nell'interno

- La gran lotteria nazionale dell'intrallazzo italiano
- L'imperialismo americano all'attacco...
- Morti sul lavoro: lavorare in regime capitalistico è come andare in guerra!
- Primo Maggio 2018. La classe dominante borghese e i suoi fiancheggiatori falsamente operai festeggiano un altro anno di alti profitti capitalistici mentre le grandi masse proletarie sono schiacciate nello sfruttamento più bestiale e nella miseria quotidiana
- Primo Maggio 2018. La classe dominante borghese e i suoi fiancheggiatori falsamente operai festeggiano un altro anno di alti profitti capitalistici mentre le grandi masse proletarie sono schiacciate nello sfruttamento più bestiale e nella miseria quotidiana
- In continuità con il lavoro generale di partito, si ribadisce l'invariante impostazione teorica e programmatica che il partito si è data fin dalle sue origini. Resoconto della riunione generale di milano del 13-14 gennaio 2018
- Le crisi capitalistiche dell'Ottocento e del Novecento
- Premessa al testo. «Quarant'anni di organica valutazione degli eventi di Russia nel drammatico svolgimento sociale e storico internazionale»
- Primo Maggio 2018. La classe dominante borghese e i suoi fiancheggiatori falsamente operai festeggiano un altro anno di alti profitti capitalistici mentre le grandi masse proletarie sono schiacciate nello sfruttamento più bestiale e nella miseria quotidiana
- Sempre florida l'industria degli armamenti

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

### Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «programme communiste»  
Revue théorique en français  
• «il comunista»  
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»  
Revue théorique en espagnol  
• «El proletario»,  
Journal en espagnol  
• «Proletarian»,  
Bulletin en anglais

Notre site Internet :  
www.pcint.org  
Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

( Suite en page 6 )

## En Israël aussi...

( Suite de la page 5 )

d'Asie et d'Europe de l'Est pour remplacer les prolétaires palestiniens. Aujourd'hui, au moins 300 000 migrants travaillent dans la construction, l'agriculture et d'autres secteurs à salaires de misère.

L'attaque de la bourgeoisie israélienne contre les immigrés est une attaque contre toute la classe ouvrière et toutes les masses exploitées. Elle appelle une riposte de tous les travailleurs – israéliens, palestiniens ou immigrés. C'est une condition *sine qua non* non seulement pour mettre en échec les mesures du gouvernement israélien, mais

aussi pour souder les rangs du prolétariat en vue des luttes inéluctables qui l'attendent. Seule la solidarité de classe cimentée dans la lutte peut permettre d'opposer à la force de la bourgeoisie la force que donne l'union combattante des prolétaires par-dessus les catégories, les entreprises et les nationalités. C'est une condition pour pouvoir se défendre plus efficacement aujourd'hui et pour forger dans la lutte la force qui, un jour, devra en finir avec la domination barbare de la bourgeoisie et de son système d'esclavage. La solidarité avec les réfugiés est intimement liée à la solidarité internationaliste avec les masses palestiniennes plus que jamais soumises à l'oppression bestiale et au joug féroce des exploiters sionistes; mais

elle implique la rupture de l'union interclassiste qui, au nom du sionisme, lie une grande partie des prolétaires juifs à leur bourgeoisie, permettant au régime de mener sa politique d'oppression nationale et raciale.

**Solidarité active et de classe contre la terreur et les crimes racistes!**

**Égalité totale des droits sociaux et politiques pour les travailleurs immigrés!**

**Stop au plan d'expulsion! Des papiers pour tous!**

**Pour la rupture de l'alliance interclassiste qui paralyse le prolétariat juif!**

**Pour la solidarité de classe des prolétaires de toute race, religion et nationalité!**

20/3/2018

## Algérie: rattrapée par la crise, la bourgeoisie fait pleuvoir les coups contre la classe ouvrière et les travailleurs

Bien qu'elle soit assise sur de gigantesques ressources en hydrocarbures, la bourgeoisie algérienne – comme toutes les autres – est rattrapée par la crise, dont la baisse du prix du pétrole n'est qu'une conséquence. Elle a donc décidé – fort logiquement – de s'attaquer aux maigres garanties qui protègent encore les prolétaires et une partie de la petite-bourgeoisie salariée (santé, enseignement...). D'année en année, les coups pleuvent et les conditions de travail, de vie et de lutte ne cessent de se dégrader.

Ces derniers temps, le pouvoir algérien mène une attaque frontale contre la classe ouvrière, les travailleurs et les masses pauvres. La dernière loi de finances prévoit entre autres: la hausse du prix des carburants, qui entraînera automatiquement l'augmentation des prix de transport et donc des marchandises; l'augmentation des taxes sur les produits importés et l'interdiction d'importer pas moins de 900 produits, parmi lesquels des produits alimentaires; le passage de la TVA de 17 à 19 % y compris sur les produits de consommation courants et de première nécessité; le gel des recrutements dans la Fonction publique assorti du blocage des salaires et du non-remplacement des départs en retraite; la remise en cause du droit à la retraite...

A cela s'ajoute un projet de réforme du Code du travail, pour faire «baisser le coût du travail» (c'est-à-dire baisser les salaires réels), en finir avec les CDI, et garantir plus de flexibilité aux patrons. Par la même occasion, ce projet menace

le droit de grève et plus généralement les droits syndicaux, réduit le rôle de l'Inspection du travail et les protections dont bénéficient encore les salariés face aux patrons. L'État a aussi décidé de se restructurer en se délestant de certaines missions. C'est par exemple le cas des cantines scolaires dont les missions ont été «décentralisées» aux collectivités locales, contre une subvention (insuffisante) par enfant. Bilan: fermeture de 10 % des cantines et des enfants scolarisés la faim au ventre. La néfaste politique du gouvernement algérien lui a permis de recevoir les félicitations de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire Internationale, qui y voient un exemple de politique anti-prolétarienne à suivre dans d'autres pays dits «émergents».

Sans être un expert, on retrouve ici des mesures du même type que celles prises contre les prolétaires des métropoles impérialistes. Mais à la différence des pays capitalistes les plus riches, les amortisseurs sociaux sont limités en Algérie: le chômage non indemnisé y est massif (officiellement près de 27% chez les jeunes), le système de santé est dans un état lamentable (20 000 cancéreux meurent chaque année sans avoir été hospitalisés), les prolétaires doivent habiter dans des logements insalubres ou des bidonvilles...

Cette situation engendre des réactions de colère. Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes, en Kabylie mais aussi jusque dans les banlieues d'Alger, contre la loi de finances. Certaines ont donné lieu à une répression

féroce. Des grèves ont éclaté dans plusieurs secteurs, chez les médecins-résidents (obligés de fournir un «service sanitaire» gratuit), dans les lycées, les universités... Les enseignants ont mené une grève d'un mois sur les questions salariales.

Face à cette colère, le gouvernement a sorti la matraque. La justice déclare les grèves illégales, des grévistes sont radiés, des syndicats sont dissous, des syndicalistes sont licenciés abusivement ou poursuivis en justice, des manifestations sont interdites ou réprimées dans le sang, le gouvernement menace de restreindre le droit de grève...

Le principal syndicat algérien, l'UGTA, est totalement inséré dans le «dialogue social» dans le cadre des «Tripartite» avec le gouvernement et le patronat. Les syndicats autonomes ont un discours un peu plus radical mais ils s'inscrivent dans ces mêmes perspectives collaborationnistes en quémandant le droit de s'asseoir à la table des négociations.

De son côté, l'«extrême» gauche, représentée par deux partis trotskistes: le Parti des Travailleurs (lambertiste) et le Parti Socialiste des Travailleurs (parti sympathisant de la Quatrième Internationale SU), défend une ligne nationaliste et réformiste.

Au début de l'année, la dirigeante du PT, Louisa Hanoune, s'est répandue en déclarations mélodramatiques comme à son habitude: «La pérennité de l'Etat est menacée et l'année 2018 sera décisive pour l'avenir de l'Algérie», «la conjoncture politique et sociale actuel-

le risque de mettre en péril la sécurité nationale et la paix», etc. Elle a lancé un appel au Président de la République pour qu'il agisse «rapidement pour désamorcer la situation». Pour les partisans fanatiques de l'Etat et de l'ordre bourgeois que sont les militants du PT, le projet gouvernemental «risque de provoquer un affaissement social mortel et une réaction imprévisible de larges couches de la population. [Horreur! des réactions contre les attaques bourgeoises!] En réalité, il s'agit de la liquidation de la nature sociale de l'Etat» (1). Et le PT a donc décidé, devant cette menace de lancer... une campagne de pétitions. On ne sait s'il faut en rire ou en pleurer... Il y a longtemps que le PT s'est positionné comme auxiliaire servile non seulement de l'Etat bourgeois, mais même du clan Bouteflika; il ne peut donc qu'être un adversaire farouche de la lutte prolétarienne. Les véritables défenseurs des intérêts des prolétaires ne pourraient que se réjouir de l'affaiblissement d'un Etat qui n'a rien de social et appeler à la réaction des masses pauvres, brisant la paix sociale pour s'attaquer au capitalisme.

Le PST ne tombe pas dans des positions aussi honteusement bourgeoises; mais il inscrit son opposition aux mesures gouvernementales, son soutien affiché aux travailleurs, non dans le cadre d'une orientation de classe, mais au nom de la défense d'intérêts bourgeois. La déclaration de son Secrétariat National est en effet intitulée: «Défendons l'Etat social, la souveraineté nationale et les libertés démocratiques» (2), et non pas défendons les intérêts de classe prolétaires. D'ailleurs, comment serait-il possible de mettre au premier plan les intérêts prolétaires – par nature internationaux – quand le texte attaque la «politique antinationale» du gouvernement? Comment serait-ce possible lorsque le PST révèle son objectif politique: une «assemblée constituante» qui permettrait de mener une «politique antilibérale, anti-impérialiste et sociale». Rêve réformiste petit-bourgeois! Tant qu'existera le capitalisme et l'Etat bourgeois, tous les gouvernements, issus ou non d'une assemblée constituante, seront contraints de leur obéir. Pour ceux qui en douteraient, il suffit qu'ils demandent aux prolétaires tunisiens si l'assemblée constituante a changé en quoi que soit leur situation. Pour mener une **politique socialiste**, une politique en faveur des exploités et des opprimés, il faut **briser** l'Etat bourgeois et extirper le capitalisme. Aucune assemblée constituante ne le permettra jamais, seule la **révolution** pourra y arriver; et pour réussir, cette révolution, **de classe** et non **populaire** c'est-à-dire **interclassiste**,

qui ne pourra se confiner dans un cadre national, mais aura d'emblée un rayon **international**, devra être dirigée par le parti unique de la révolution prolétarienne, le parti de classe reconstitué sur la base du programme communiste intégral.

En attendant, le prolétariat ne pourra se défendre face à l'offensive bourgeoise qu'en tournant le dos à tous les bonimenteurs réformistes. Il doit s'organiser – sans eux et contre eux – d'abord pour se défendre contre les attaques de la classe dominante, avant de pouvoir demain passer à l'attaque contre le capitalisme et instaurer sa dictature de classe.

Les attaques bourgeoises en Algérie ne sont pas une quelconque «spécificité» algérienne. Toutes les bourgeoisies du Maghreb, du Machrek et du Proche-Orient sont aussi frappées par la crise. Toutes ces bourgeoisies craignent les éruptions prolétariennes. Des secousses sociales ont touché ces derniers mois les voisins de l'Algérie – la Tunisie et le Maroc, en particulier la région du Rif – mais aussi l'Iran. Dans le sous-sol économique de ces pays, qui concentrent un nombre significatif de prolétaires, s'accroissent les tensions et les contradictions qui feront inévitablement exploser les dispositifs mis en place par les Etats bourgeois pour contrôler et contenir les poussées de lutte des prolétaires.

Les bourgeoisies des métropoles impérialistes craignent elles aussi qu'explose la colère des prolétaires et des masses paupérisées. De nombreux prolétaires des pays d'Afrique du Nord et

du Proche-Orient ont dû depuis des décennies fuir la misère et la répression en émigrant vers les métropoles impérialistes. Des secousses prolétariennes dans ces pays ne pourront qu'avoir un rôle bénéfique pour le prolétariat européen aujourd'hui assoupi par des décennies de réformisme et de collaboration entre les classes. Ces prolétaires immigrés pourront être les vecteurs de la colère sociale et de l'union internationale des prolétaires. Les bourgeoisies impérialistes redoutent le trouble potentiel à l'ordre public qu'ils représentent.

La solidarité des prolétaires d'Europe avec les prolétaires et les masses pauvres des rives Sud et Est de la Méditerranée est indispensable. Leurs luttes peuvent ébranler l'ordre bourgeois lâbas mais également la stabilité des pays impérialistes, contribuant – par ricochet – à pousser les prolétaires d'Europe à renouer avec leurs anciennes traditions de classe et leurs anciens combats.

Au Nord comme au Sud de la Méditerranée,

**Lutte sur le terrain de classe face à l'offensive capitaliste !**

**Lutte à mort contre la classe bourgeoise et ses Etats !**

**Lutte sans merci contre tous les gardiens de la «paix sociale» !**

**Reconstitution du parti de classe, internationaliste et international !**

(1) Conférence de presse du 14/2/2018.

(2) Déclaration du Secrétariat National du PST, 21/2.2018.

## Afrique subsaharienne : Vive les luttes des prolétaires et des masses exploitées !

Malgré les racontars des médias bourgeois sur le «miracle économique» africain ou sur les «lions» africains, sensés suivre le chemin des «tigres» asiatiques, les pays d'Afrique subsaharienne connaissent les soubresauts de la crise économique capitaliste mondiale.

Cela se traduit par des attaques bourgeoises contre les prolétaires et les masses pauvres... mais également par des secousses prolétariennes qui prennent la forme de grèves et de manifestations de masse. Un nombre significatif de pays d'Afrique subsaharienne ont connu des réactions de colère contre l'austérité et la misère ces derniers mois : Soudan, Niger, Tchad et Éthiopie.

Dans tous ces pays, des plans d'austérité

drastiques ont été annoncés ou mis en œuvre. Au Tchad, le régime du dictateur Idriss Déby a décidé de baisser les salaires des fonctionnaires et de supprimer les bourses pour les étudiants mais aussi d'augmenter les prix des carburants, ce qui a mécaniquement comme conséquence l'augmentation des prix des marchandises.

Au Niger, la loi de finances prévoit une hausse de la TVA sur les produits de première nécessité ainsi que la mise en place d'une taxe d'habitation.

Au Soudan, la fin des subventions a entraîné un doublement du prix du pain. La suppression progressive des subven-

( Suite en page 8 )

## Afrique subsaharienne ...

( Suite de la page 7 )

tions sur les hydrocarbures se poursuit. Cela vient renforcer une inflation galopante – plus de 25 % – provoquée par la dévaluation de la monnaie.

En Éthiopie, la croissance économique basée sur une intégration rapide à l'économie mondiale (sur le modèle chinois d'attirer des industries de main d'œuvre grâce à des salaires de misère) se fait en faisant payer le prix fort à une large partie des masses. Ces investissements tendent à se ralentir ces derniers mois. Cela engendre des rivalités entre différentes fractions bourgeoises qui souhaitent obtenir une plus grosse part d'un butin qui diminue. Les masses pauvres des campagnes subissent également l'accaparement des terres (pour construire des usines, fermes horticoles ou cimenterie) par des investisseurs locaux et étrangers, ce qui est une source de contestation.

La crise économique – qui contraint toutes les bourgeoisies à redoubler de coups contre le prolétariat – a suscité des réponses des prolétaires, de la petite bourgeoisie salariées (les fonctionnaires sont les premiers touchés) et des masses qui vivent dans une profonde misère.

Le Tchad a connu une grève des fonctionnaires durant six semaines au début de l'année, grève rejointe par une partie des travailleurs du secteur privé. La plupart des écoles, des hôpitaux, des universités ont été fermés et l'administration tournait au ralenti.

Au Niger, les syndicats et les partis d'opposition ont appelé à des manifestations. Des milliers de personnes se sont réunis à plusieurs reprises dans les rues de la capitale Niamey autour de slogans non seulement anti-austérité («A bas la loi de finances scélérate!») mais aussi anti-impérialistes («Forces étrangères à bas!», «Armées française, américaine et allemande, allez-vous-en!»).

Au Soudan, une manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement a rassemblé des milliers de personnes dans le centre de Khartoum, en scandant des slogans comme « Non à la faim ! Non aux prix élevés!».

En Éthiopie, des manifestations de masse ont dénoncé le chômage, la corruption, l'accaparement des terres et la misère, mais également la domination des dirigeants originaires du Tigré au détriment des autres peuples d'Éthiopie. Après la promulgation de l'état d'urgence, une grève générale de trois jours a paralysé le pays.

Les réponses des gouvernements ont été plus ou moins brutales. Au Niger, la police a dispersé les manifestants et en a arrêté certains, mais le gouvernement mise surtout sur l'intimidation avec des contre-manifestations.

Au Tchad, les manifestations pacifiques ont été interdites et ont été ciblées par une violente répression, avec plus des dizaines de blessés par balles, plusieurs centaines d'arrestations et des dizaines de condamnations à de longs mois d'emprisonnement au début du mois de février.

En Éthiopie, le gouvernement a décrété l'état d'urgence, sachant que le précédent, en vigueur entre octobre 2016 et août 2017, avait entraîné plus de 20 000 arrestations.

Au Soudan, le gouvernement a réprimé très brutalement. Des centaines d'opposants ont été jetés en prison – dont des dirigeants syndicaux et du Parti «Communiste» –, mais également des journalistes qui avaient osé parler des manifestations. Les manifestants ont subi des attaques aux gaz lacrymogènes, des passages à tabac et de nombreuses arrestations.

Au Tchad, la mobilisation a été en partie victorieuse, le gouvernement ayant dû renoncer à une grande partie

de ses mesures d'austérité, en particulier la baisse du salaire des fonctionnaires. Ailleurs, la répression a stoppé les mouvements de protestation mais la colère et la rage contre l'exploitation et la misère peuvent conduire à une explosion sociale dans de brefs délais.

Les prolétaires d'Afrique subsaharienne n'affrontent pas seulement «leurs» bourgeois et «leurs» États car nécessairement, leurs luttes remettent en cause l'ordre impérialiste. Pour vaincre, les prolétaires ont besoin de reconstituer des organisations de classe – dont un Parti communiste comme état-major de la lutte révolutionnaire. Ils ont également besoin de la solidarité active des prolétaires des métropoles impérialistes – dont une partie non négligeable est originaire des pays dominés – parce qu'ils luttent contre le même ennemi et parce que leurs luttes doivent confluer dans le combat international pour la Révolution communiste mondiale.

**Vive la lutte des prolétaires et des masses exploitées d'Afrique !**

**Impérialisme français, bas les pattes de l'Afrique !**

**Contre l'exploitation capitaliste et l'oppression impérialiste, révolution prolétarienne internationale!**

## Argentine: Serrage de ceinture et matraque pour les prolétaires

En décembre 2015, Mauricio Macri a été élu président de l'Argentine. Son programme était en tous points conforme à ceux de ses homologues bourgeois d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs: porter de durs coups aux prolétaires pour permettre aux capitalistes de continuer à s'enrichir malgré la crise.

C'est une nécessité pour le capital car l'économie stagne: une croissance de 0,5% entre décembre 2015 et novembre 2017, qui s'est traduite par la suppression de plus de 400 000 emplois. Le déficit commercial atteint un point culminant: 7,6 milliards de dollars en novembre 2017. Le déficit public, intérêts compris, est passé de 3,9% à 6,1% du PIB entre 2015 et 2017. L'inflation est galopante: 25% en 2017, la troisième plus élevée du monde. La chute rapide de la monnaie nationale, le peso, face au dollar au cours des dernières semaines, a obligé la Banque centrale, pour tenter de la soutenir, à augmenter son taux d'intérêt à 40%, le plus élevé du monde! Les conséquences pour l'économie ne peuvent être que désastreuses et le gouverne-

ment a donc été contraint d'appeler au secours le FMI.

### DES COUPS TRÈS DURS PORTÉS AUX PROLÉTAIRES

Tout en affirmant sans rire qu'il voulait s'attaquer aux «privileges», le gouvernement Macri avait lancé de violentes attaques... contre les prolétaires et les masses pauvres. En décembre 2017, les loyers, l'eau, l'électricité, le gaz et d'autres sources d'énergie ont connu une augmentation brutale de 17,8% (et 55,6% d'augmentation sur l'année). Les prix du transport ont subi une hausse de 3,2% (20,6% sur l'année). Dès le début de l'année 2018, d'autres augmentations ont touché les prolétaires et les masses pauvres: augmentation du prix des carburants de 4% à 6,5% et également du prix des transports, de l'électricité, du gaz et de l'eau. En deux ans, par exemple, le prix du gaz aura bondi de 1 000%! Les subventions des services publics ont subi des coupes sombres entraînant de fortes augmentations:

34,1% pour les communications, 31,5% pour l'éducation et 27,8% pour la santé.

Ces mesures d'austérité sont complétées par des attaques contre les revenus des travailleurs, en activité, au chômage ou à la retraite. Un des premiers objectifs du gouvernement était de faire baisser les salaires réels, qui en moyenne sont plus élevés que dans le reste de l'Amérique latine, en imposant des plafonds aux négociations salariales afin d'imposer des augmentations de salaires inférieures (+15%) à l'inflation (+25%).

A cela s'ajoutent une «réforme du travail» qui encourage la flexibilité et facilite les licenciements sans motif ni indemnisation, une «réforme des retraites» (c'est-à-dire leur baisse), une diminution des allocations familiales et autres allocations non imposables.

En tout, 17 millions de personnes verront une baisse de leurs revenus dans les prochaines années alors que la misère est galopante. La situation de l'emploi est dramatique: officiellement, le chômage n'est que de 10%, mais plus d'un tiers des Argentins travaillent au noir (c'est-à-dire sans la moindre protection face à la maladie, au chômage, aux accidents du travail...). Au total, 31,4% de la population vit dans la pauvreté, soit 13,5 millions d'Argentins sur une population de près de 44 millions de personnes, et 48% de ces pauvres sont des enfants de moins de 14 ans.

Pour accompagner ces «réformes», le gouvernement a aussi renforcé l'arsenal répressif. Macri avait promis aux bourgeois d'en finir avec les «piquetes» qui bloquent les rues et les routes, et autres formes de protestation de rue. Il a donc fait adopter un «protocole anti-piquetes» par décret, ce qui lui permet de dissoudre par la force une mobilisation sans devoir avoir recours à une quelconque décision d'un tribunal.

### FACE AUX LUTTES OUVRIÈRES, DISLOCATION COLLABORATIONNISTE ET RÉPRESSION POLICIÈRE

Cette avalanche de mesures anti-ouvrières a provoqué des réactions de colère du prolétariat, réactions canalisées par le collaborationnisme syndical, CGT et CTA en tête. En avril 2017, une grève générale d'une journée a été suivie à près de 90 % selon les syndicats. Elle a paralysé les transports et provoqué la fermeture des commerces. En décembre, une manifestation nationale a rassemblé plus de 200 000 travailleurs à Buenos Aires. En janvier puis en février, de nouvelles grèves générales ont largement mobilisées, à l'appel d'un large front syndical (une partie de la CGT et

les deux ailes du CTA, le Corriente Clasista y Combative et le syndicat des chauffeurs routiers). Certains syndicats – soumission à la bourgeoisie oblige! – avaient refusé d'appeler (le syndicat de la santé, le syndicat de l'industrie, les syndicats de l'industrie alimentaire...).

Le collaborationnisme argentin utilise les mêmes méthodes de dislocation des luttes que ses homologues européens: une succession de journées de grève qui épuise et le refus de préparer l'affrontement. Ces remèdes réformistes sont totalement anti-prolétariens. Quand le prolétariat donne des signes d'agitation, les professionnels collaborationnistes du sabotage savent qu'un exutoire sans perspectives s'impose: c'est ainsi qu'ils pratiquent la «journée d'action».

Au sabotage syndical s'ajoute l'intimidation et la répression bourgeoises. Les prolétaires ont dû affronter le traditionnel matraquage médiatique mais aussi la brutale et bestiale répression policière, ce qui n'était pas arrivé depuis une décennie. Les prolétaires ont eu le droit à une large palette de moyens de «maintien de l'ordre» (bourgeois!): canons à eau, balles en caoutchouc, gaz poivre et gaz lacrymogène, arrestations, passages à tabac, véhicules de police qui foncent sur les manifestants, jets de pierre par les flics... De nombreux manifestants ont été blessés et au moins quatre ont été éborgnés lors d'une manifestation.

Face à la crise et aux réactions prolétariennes, la démocratie est contrainte de laisser tomber les voiles d'hypocrisie et de mensonge qui couvrent les mailles de fer de la dictature bourgeoise.

### INFLATION DE FRONTS RÉFORMISTES CONTRE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

L'Argentine est un pays qui a eu une réelle tradition de lutte prolétarienne au début du XXe siècle et les courants réformistes ont joué un rôle non négligeable au siècle passé. Aujourd'hui encore, les courants pseudo-révolutionnaires disposent d'une certaine influence dans la classe ouvrière et même d'une influence électorale et de quelques députés. En plus de leur participation assidue à la mystification électorale, ils sont marqués par un goût très prononcé pour la participation à de larges «fronts», anti-impérialistes ou «pour le socialisme», qui cherchent à regrouper le magma difforme des courants petits-bourgeois pseudo-révolutionnaires, des courants péronistes (nationalistes bourgeois), des «anti-libéraux», des chrétiens de gauche, des «humanistes»...

pour constituer une organisation commune de tout l'éventail «contestataire».

Issus de l'ancien courant pro-Moscou, le PC argentin et le PC Congrès extraordinaire ont intégré la coalition péroniste, le Front pour la Victoire. Les maoïstes du PC révolutionnaire (qui organise le Corriente Clasista y Combative), défenseurs de la «révolution nationale-démocratique» (anti-prolétarienne!) cherchent plutôt des partenaires dans le péronisme «de gauche», par exemple le Mouvement Evita (du prénom de l'épouse de Juan Peron qui était adulée par une partie des pauvres dans les années 60-70). Les PCA, PCCE et PCR n'ont pas la prétention de lutter pour le socialisme mais pour une démocratie bourgeoise un peu radicale et surtout très nationale. Les trotskistes se posent eux en défenseurs de la lutte pour le socialisme, ce qui bien entendu est entièrement frauduleux.

Les trotskistes animent eux deux «fronts» concurrents: le PTS, le PO et

( Suite en page 10 )

## El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 15 / Sept.-Oct.-Nov. de 2017

- El particularismo catalán exasperado hasta transformarlo en nacionalismo e independentismo y la unidad de España esgrimida contra este son consignas exclusivamente burguesas con las cuales la clase explotadora busca colocar tras su bandera a los proletarios de todas las zonas del país
  - ¿Paz en Euskadi? Marxismo y nacionalismo por el mismo precio (2)
  - Siguiendo a la burguesía y a la pequeña burguesía, sean estas catalanas o españolas, el proletariado sólo logra fortalecer las cadenas que le atan a la explotación capitalista
  - Referéndum en Cataluña: ¡Contra la «unidad nacional»! ¡Contra todo particularismo! ¡Contra la colaboración entre clases! ¡Por la lucha independiente de clase!
  - «Paro nacional» en Cataluña: La colaboración con la patronal y la burguesía lleva al proletariado a una derrota segura
  - Naturaleza y objetivos de la revolución cubana (2)
  - Dos nuevas ediciones de la Dialéctica de la naturaleza, de Engels.
  - Lee el proletario
  - Atentado en Barcelona
  - Nueva edición en castellano: Cuarenta años de valoración orgánica de los eventos de Rusia en el dramático desarrollo social e histórico internacional
- Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## Argentine: Serrage de ceinture et matraque pour les prolétaires

( Suite de la page 9 )

l'IS (soutenu par le PSTU) ont créé le Front de la gauche et des travailleurs, le Nouveau MAS et le MST un regroupement Izquierda al frente (leurs querelles autour du copyright du nom s'est même terminée devant les tribunaux bourgeois). Les deux fronts trotskistes se font concurrence avec les mêmes élucubrations: échelle mobile des salaires et des heures de travail, ouverture des livres de compte, grands travaux, nationalisations (banques, commerce extérieur, mines...), planification, assemblée constituante (bourgeoise!)... A cela s'ajoute des revendications chauvines. Le cartel MST-MAS dénonce, par exemple, les «sociétés chinoises ou d'autres puissances qui veulent prendre nos ressources stratégiques» ou proclame «les Anglais et l'OTAN hors des Malouines», en référence à l'archipel autour duquel la junte militaire d'extrême droite argentine et l'impérialisme anglais s'étaient faits la guerre au début des années 1980.

En Argentine comme ailleurs, les partis trotskistes ne sont pas une alternative aux vieux partis réformistes mais des forces qui aspirent à jouer le même rôle contre-révolutionnaire.

### POUR LE RETOUR À LA LUTTE DE CLASSE

Il serait indispensable d'opposer un front de classe prolétarien au front uni de la bourgeoisie et des opportunistes. Mais en dépit de ses traditions de lutte anciennes, le prolétariat argentin a malheureusement perdu aujourd'hui les rudiments de la mentalité anti-légaliste, anti-solidarité nationale, anti-chauvine qui est la condition et le ciment d'un de la lutte de classe. Contribuer à renouer avec cette tradition devrait être le travail d'un véritable parti communiste s'il en existait un – ce qui n'est malheureusement pas le cas.

La tâche la plus urgente, dont l'accomplissement permettrait à terme de contrer victorieusement le sabotage opportuniste, serait de tisser un réseau durable de liaisons entre les groupes de prolétaires combattifs. Mais ceci ne peut se faire sérieusement qu'en rupture et en conflit avec la politique de trahison opportuniste qui détourne la réaction ouvrière vers la soumission aux objectifs de l'économie nationale.

Cette organisation des prolétaires ne se fera qu'en livrant une bataille acharnée, sans trêve, contre les forces de la

collaboration de classe et les bonzeries syndicales subordonnées aux exigences de l'économie bourgeoise et de la Nation. Tel est l'objectif le plus immédiat qui, une fois atteint, servirait de levier pour l'organisation des larges masses prolétariennes lorsque les luttes en grand de la classe mettront cette question à l'ordre du jour. Ce combat permettrait de briser tous les liens qui enchaînent les masses ouvrières à l'État et à la démocratie bourgeoise, en combattant sans répit l'opportunisme et son interclassisme.

Un tel objectif est complémentaire du développement d'une propagande contre les fausses solutions à la crise, contre les prétendues voies de salut présentées par les réformistes de tous poils, contre le nationalisme, et pour une issue révolutionnaire à la crise du capitalisme.

### CONTRE TOUTES LES SOLUTIONS RÉFORMISTES ! POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE !

Seule la révolution prolétarienne peut apporter une amélioration réelle au sort de la classe ouvrière en la faisant sortir des tourments du capitalisme: le chômage, l'abrutissement au travail, l'insécurité, le despotisme dans la société et l'usine, la guerre. Seul le prolétariat, et à sa suite les masses semi-prolétarisées, peut devenir une menace pour l'ordre social bourgeois, capable d'engager une lutte de titans pour détruire non seulement le poids de l'impérialisme mais aussi les classes bourgeoises locales et leurs laquais réformistes.

Le prolétariat ne pourra apporter sa force décidée, révolutionnaire, que par la voie de la reconstitution mondiale de son parti qui, loin d'enfermer le prolétariat dans les limites étroites d'une lutte aux horizons nationaux, pourra intégrer la puissance subversive de celle-ci dans sa stratégie internationale contre l'impérialisme et les classes dominantes. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou avec un succédané du Parti – comme le disait Trotsky, le chef de l'Armée Rouge dans ses «Leçons d'Octobre». Ce n'est pas cette voie-là que suivent ses épigones des PTS, PO, MST et Cie.

Un Parti communiste doit donner une vision toujours plus générale des conditions et du théâtre de la guerre de classe: guerre qui est par nature non pas locale ni même étroitement nationale, mais bien internationale. Les prolétaires

ont besoin d'entrevoir que l'issue de cette lutte doit être révolutionnaire sous peine de rendre vains tous les sacrifices consentis par la classe.

C'est à cette seule condition que le marxisme révolutionnaire peut permettre à la lutte immédiate de briser demain ses limites purement immédiates et contingentes pour devenir un levier d'une lutte générale contre l'État capitaliste. C'est à cette condition que la lutte immédiate pourra devenir l'école de guerre du communisme.

Le Parti – loin des lamentations de l'«extrême» gauche sur les droits démocratiques – oppose la revendication de l'insurrection, de la dictature et de la terreur rouges à la dictature et à la terreur bourgeoises; contre les mythes paralysants de la démocratie et de la légalité. C'est ainsi qu'il peut faire comprendre que la lutte des classes exigera des organisations militaires d'autodéfense, pour affronter l'inéluctable violence capitaliste, officielle ou para-étatique.

Travailler à la constitution du Parti de classe, le consolider, le centraliser toujours davantage sur la base de granite de la doctrine, du programme, des principes invariants et des orientations tactiques qui sont subordonnées à ces derniers, voilà une tâche première et urgente, à l'échelle argentine et à l'échelle mondiale.

### Suplemento Venezuela N° 22 al N. 52 de «el programa comunista» Dicembre de 2017

#### En este suplemento

- ¡Frente a la crisis capitalista, que empuja a la pequeña burguesía a la calle, el proletariado necesita su organización de clase independiente y su partido revolucionario!
- Dictadura proletaria y partido de clase
- La Asamblea Nacional Constituyente, tierra en los ojos de las masas proletarias...
- Brasil, entre crisis económica, rivalidades políticas y lucha de clases
- Default o no default, la cuestión es que el gobierno chavista hambrea al proletariado para alimentar al sistema financiero internacional
- ¡El aumento de salario es una burla en forma de migajas!
- Pagar o no pagar la deuda es un falso dilema

Precio del ejemplar:

Europa: 0,5 €, 3 FS; América latina:  
US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

## Dans la métallurgie allemande, totale collaboration entre syndicats et patrons

Le 6 février dernier, le syndicat de la métallurgie IG Metall et l'association patronale régionale Suedwestmetall ont conclu des négociations avec la signature d'un accord qui, selon les médias, revêt une «importance historique». Voyons ce qu'il en est et pour quoi ils exultent.

Les revendications ouvrières, soutenue par des grèves dont la dernière de 24 heures a eu lieu à la fin janvier, portaient sur des augmentations de salaire (8% selon certains journaux, 6% selon d'autres) et la possibilité d'avoir une sorte de temps partiel y compris pour les hommes en cas d'exigences familiales pressantes (proches malades, enfants en bas âge, etc.) mais aussi pour des travaux épuisants! L'accord conclu prévoit une augmentation des salaires de 3,5 à 4,3%, le paiement d'une prime de 100 euros pour le premier trimestre 2018 et d'une autre de 400 euros en juillet 2019 (1). Quant à l'horaire de travail – et c'est là que se trouve la nouveauté «historique» – il sera possible pour les ouvriers, avec un motif sérieux, de passer de 35 heures à 28, avec réduction de salaires (les ouvriers demandaient le maintien intégral du salaire) qui sera compensée par un bonus de 8 jours fériés supplémentaires. Ce temps partiel n'est valable que pour une durée de deux ans, puis celui qui en a profité doit revenir à l'horaire à temps plein. Si les ouvriers ont donc la possibilité en cas de besoin d'accéder au temps partiel, l'accord prévoit que les entreprises pourront porter la durée du temps de travail à 40 heures sans que les heures en plus soient payées au tarif des heures supplémentaires. Selon les calculs de Barclays (2) les entreprises du secteur enregistreront une augmentation du coût unitaire du travail de seulement 1,5% grâce à l'augmentation de la productivité qui atteindra 0,7%. L'accord ne concerne pas pour l'instant tous les salariés du secteur qui sont au nombre de, 3,9 millions, mais seulement 900 000 d'entre eux.

Il reste le fait que les ouvriers ont été mobilisés moins pour obtenir une défense réelle de leurs intérêts (l'augmentation obtenue représente une miette par rapport au coût de la vie (80 euros au maximum pour un salaire de 2000) que pour arriver à ce qui intéresse le plus les patrons: la collaboration entre les classes dont les syndicats officiels se sont fait les défenseurs depuis qu'ils se sont reconstitués après la deuxième guerre mondiale. «Nous avons aujourd'hui jeté les bases d'un système de temps de travail flexible pour le XXI<sup>e</sup> siècle», s'est ainsi réjoui Rainer

Dulger, le président de l'organisation patronale Gesamtmetall.

### IG METALL COLLABORE AVEC PSA

Il est instructif de lire les déclarations du PDG d'Opel, Michel Lohscheller, après avoir signé un accord avec l'IG Metall en décembre: «Avec cet accord nous avons jeté les bases pour réaliser PACE! encore plus vite». Le plan industriel PACE! a été présenté à la fin de l'année dernière, il concerne Opel et sa filiale britannique Vauxhall; on sait que le groupe, en crise depuis quelque temps a été racheté à General Motors par PSA (Peugeot-Citroën). La firme française a mis au point ce plan de relance avec l'objectif d'arriver à une augmentation des profits, basé sur une stricte collaboration des ouvriers afin de baisser le «coût du travail» (c'est-à-dire augmenter l'exploitation).

En contrepartie PSA s'est engagé (pour combien de temps?) à ne pas fermer d'usines. Le PDG continue: «Notre objectif est de rendre Opel de nouveau compétitif. Il est donc important que la direction, le comité d'entreprise et IG Metall travaillent ensemble grâce à la cogestion» (3). Aucun licenciement n'est pour l'instant à l'ordre du jour, mais le plan industriel prévoit des départs à la retraite anticipés pour les salariés nés à partir de 1957 (sans que cela signifie des places pour les jeunes), une mobilité interne pour déplacer les travailleurs d'une ligne à une autre, d'un établissement à un autre selon les besoins de l'entreprise, besoins dictés par les évolutions du marché.

D'autre part Opel avait obtenu d'IG Metall que ne soient pas appliquées les hausses de salaire prévues avant le rachat par PSA; la direction cherche maintenant à éviter les augmentations prévues dans l'accord du 6 février. Le syndicat fait mine de ne pas accepter en arguant que les travailleurs d'Opel ont déjà accepté des sacrifices; mais il oriente ses revendications vers la demande d'investissements de PSA dans Opel (4) – autrement dit il choisit comme d'habitude la défense de l'entreprise au détriment de la défense des prolétaires. Le plan d'investissement en Europe dévoilé par PSA le 21 mars (qui prévoit 3800 suppressions d'emploi à Vauxhall, où des centaines d'emploi ont déjà été supprimés depuis cet automne) laissait de côté Opel, car selon un porte-parole du groupe la précondition est d'abord de créer des «structures compétitives»... Au moment où nous écrivons la presse française parle d'un «bras de fer» entre

IG Metall et Peugeot à propos des augmentations de salaire prévus par l'accord de branche et les engagements pris par Peugeot lors du rachat d'Opel: la firme française refuse de les appliquer et demande des «efforts» («modération» salariale, «souplesse» des horaires de travail, 3700 suppression d'emplois en sus des 2000 déjà obtenus, etc.) pour les ouvriers allemands semblables à ceux infligés notamment aux ouvriers espagnols. Pour faire pression, Peugeot exerce un chantage sur le maintien de l'établissement d'Eisenach. Le message a été reçu 5/5. Angela Merkel a déclaré dans une conférence de presse le 18 mai que PSA devait respecter ses engagements, mais que les autorités fédérales et régionales étaient prêtes à aider l'entreprise. Nul doute que ce qui l'a motivée, ce n'est pas les intérêts des travailleurs, mais ceux de l'entreprise et du bassin industriel local.

En Allemagne comme ailleurs pour résister aux pressions patronales, il n'y a pas d'autre solution que la rupture avec les organisations collaborationnistes, la défense de l'entreprise ou de l'économie et la reprise de la lutte de classe!

(1) [www.lametasociale.it](http://www.lametasociale.it)

(2) [www.ftaonline.com/news/](http://www.ftaonline.com/news/)

(3) [www.quattroruote.it/news/industria-finanza/2017/12/15](http://www.quattroruote.it/news/industria-finanza/2017/12/15)

(4) <http://europe.autonews.com/article/20180323/ANE/180329808/opels-german-workers-demand-investment-from-psa>

### A NOS LECTEURS

L'augmentation incessante des frais d'imprimerie et plus encore des frais postaux nous a conduit, depuis le précédent numéro, à modifier le format de publication de notre journal.

Dorénavant *Le Prolétaire* est publié sous format A4, comme le sont déjà *El Proletario*, *Proletarian* et le *suplemento Venezuela*. L'économie substantielle ainsi réalisée permettra d'éviter que soit menacé le développement de notre activité par des contraintes financières.

Nous profitons de l'occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs et sympathisants à soutenir notre action en s'abonnant à la presse et en souscrivant à la souscription permanente. Le parti a besoin de votre soutien!

**Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!**

**Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!**

# L'ANNÉE 1917

## ( Suite de la page 1 )

Et il continuait:

«*La situation révolutionnaire en Europe est un fait. C'est un fait que le mécontentement, l'effervescence et l'exaspération des masses y sont extrêmes. Les social-démocrates révolutionnaires doivent s'employer de toute leur énergie à consolider ce courant*».

### RÉVOLUTION DE FÉVRIER EN RUSSIE

Les semaines et les mois qui allaient suivre montrèrent que les Bolcheviks ne prenaient pas leurs désirs pour des réalités. En Russie la colère grandissante envers la poursuite de la guerre et la dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires, alors que les capitalistes empochaient des profits gigantesques, se traduisait par une poussée des grèves et en particulier des grèves politiques: le nombre de grévistes participant à ce type d'actions avait été de 156 000 pour l'année 1915; leur nombre avait augmenté à 310 000 en 1916, pour s'élever à 575 000 pour les deux premiers mois de 1917 – et ceci pour un nombre total d'ouvriers de 2 millions environ!

Le gouvernement tsariste, inquiet du danger révolutionnaire, avait dressé des plans et préparé ses troupes pour écraser toute tentative de subversion dans la capitale Saint Pétersbourg qui était aussi le principal centre industriel du pays.

Le 23 février (selon le calendrier russe) – journée de la femme prolétaire – les ouvrières de plusieurs usines textiles se mirent spontanément en grève contre les bas salaires et la hausse du coût de la vie, et elles envoyèrent des délégations aux usines métallurgiques pour demander leur soutien. Des manifestations de prolétaires sillonnaient les rues de la ville, des meetings et des affrontements avec la police se produisaient dans les quartiers ouvriers; à la fin de la journée le nombre de grévistes atteignaient les 90 000. Le lendemain le mouvement gréviste s'amplifia et le slogan «Du pain!» laissa la place aux slogans politiques: «A bas l'autocratie!», «A bas la guerre!», les manifestations se généralisaient dans la ville malgré les interventions policières.

Le 25 février le nombre de grévistes monta à 240 000 et le mouvement de protestation s'étendit aux étudiants et autres couches petites bourgeoises; le gouvernement décida de réagir avec fermeté en faisant appel à la troupe pour prêter main forte à la police; une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés dans la nuit du 25 au 26 dont une partie des dirigeants bolche-

viks de la capitale.

Mais le 26, les quartiers ouvriers étaient aux mains des prolétaires qui avaient détruit les postes de police. Les tirs de la troupe contre des manifestants avaient lieu dans divers quartiers. Cependant le soir une compagnie du régiment des Gardes du Roi se mutina – présage de ce qui allait se passer le lendemain.

Effectivement lors de la journée du 27 le gouvernement voulut reprendre le contrôle de la situation et empêcher l'émeute de se transformer en révolution. Mais dès le matin les soldats étaient de plus en plus nombreux à refuser d'obéir aux ordres et à venir chercher des instructions dans les quartiers ouvriers. Alors que les régiments étaient de plus en plus nombreux à se mutiner, les ouvriers aidés des soldats passés dans leur rang attaquaient les centres du gouvernement, libéraient les prisonniers politiques. Le 27 au soir le dernier bastion du pouvoir, la forteresse Pierre et Paul, se rendait: le pouvoir tsariste s'était effondré sous les coups de l'insurrection ouvrière...

Mais comme en d'autres occasions historiques, la révolution déboucha alors sur un gouvernement bourgeois, fruit de l'union des partis petits-bourgeois, des démocrates et des partis bourgeois traditionnels; se refusant à toute remise en cause de l'ordre établi, il se révélait incapable de répondre aux attentes de la paysannerie, la partie la plus nombreuse de la population qui s'était mobilisée contre les grands propriétaires terriens et il entendait continuer la politique impérialiste de participation à la guerre mondiale.

Parallèlement à ce «gouvernement provisoire» s'était constitué, à l'image des soviets de la révolution de 1905, le Soviet des ouvriers et des soldats, représentation des masses insurgées. Mais les «conciliateurs» – les partis Socialiste Révolutionnaire et Menchevik, de nature petite-bourgeoise – à qui les masses, abusées par leurs discours socialisants, avaient accordé la majorité dans le Soviet n'avaient d'autre perspective que de transmettre le pouvoir à la bourgeoisie. Les bolcheviks n'étaient alors qu'une minorité et il faudra plusieurs mois de maturation de la situation pour que les prolétaires et les soldats se détournent des conciliateurs.

En quittant la Suisse pour rentrer en Russie, Lénine écrivit: «*C'est au prolétariat russe qu'est échu le grand honneur d'inaugurer la série des révolutions engendrées avec une nécessité objective par la guerre impérialiste. Mais l'idée de considérer le prolétariat russe comme un prolétariat élu par rapport aux ouvriers des autres pays*

*nous est absolument étrangère. (...)*

*Le socialisme ne saurait vaincre spontanément et d'emblée en Russie. Mais la masse paysanne peut conduire la révolution agraire inévitable et venue à maturité jusqu'à la confiscation de toute l'immense étendue des domaines des grands propriétaires fonciers. (...) Par elle-même une telle transformation ne serait encore nullement socialiste. Mais elle donnerait une impulsion prodigieuse au mouvement ouvrier mondial. Elle affirmerait énormément les positions du prolétariat socialiste en Russie et son influence sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. (...) Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain. (...)*

*Vive la révolution prolétarienne qui commence en Europe!» (2).*

L'arriération économique et sociale du pays, avec encore de vastes secteurs pré-capitalistes, ne donnait pas les bases matérielles d'une transformation socialiste. Mais dans la conception internationaliste marxiste – à mille lieux de la conception du «socialisme dans un seul pays» qui apparaîtra plus tard comme justification de la **construction du capitalisme** – la révolution russe n'était que la première des révolutions prolétariennes qui, si elles étaient victorieuses pourraient grandement accélérer le passage au socialisme en Russie si le prolétariat y était au pouvoir.

### L'ANNÉE 1917 EN EUROPE OCCIDENTALE

Mais la maturité du prolétariat socialiste européen était en réalité très en retard par rapport à celle du prolétariat russe; quelques jours à peine avant le début de la guerre ce dernier s'était encore mobilisé dans une grève générale, il n'avait pas oublié l'expérience de la révolution de 1905 tandis que son avant-garde, trempée par la répression et les luttes politiques acharnées pour clarifier tous les problèmes de la lutte de classe révolutionnaire, s'était organisée autour du parti bolchevik.

Cependant en Occident aussi les événements poussaient objectivement les prolétaires et les masses exploitées à la lutte contre la dégradation de leurs conditions de vie et contre la poursuite de la boucherie impérialiste: l'année 1917 fut bien une année d'ébranlement de la «chaîne impérialiste», même si seul son «maillon faible» – la Russie tsariste – rompit à ce moment.

## LUTTES OUVRIÈRES EN GRANDE BRETAGNE

La Grande-Bretagne, qui était encore à l'époque l'impérialisme dominant, fut probablement le pays où la bourgeoisie contrôla le mieux la situation (en dépit de l'insurrection irlandaise d'avril 1916, féroce réprimée).

Si le mouvement contre la guerre y fut peut-être le plus important parmi tous les Etats belligérants, pacifiste et souvent empreint de religiosité, il n'avait rien de révolutionnaire. Lorsque le gouvernement britannique avait décidé d'instaurer la conscription obligatoire, le volontariat ne suffisait plus à fournir la quantité de chair à canons nécessaire, il prit soin, pour ne pas provoquer de difficultés politiques, de prévoir un statut d'objecteur de conscience et d'exempter les Irlandais. Malgré les demandes de certains officiels, il laissa à peu près librement s'exprimer les (rares) journaux socialistes critiquant la guerre et il autorisa des rassemblements anti-guerre (3) – en laissant des commandos de «patriotes» les réprimer! Comme sur le continent l'union sacrée avait fait que les syndicats s'opposaient à tout mouvement de grève tandis que le Labour Party soutenait de toutes ses forces l'effort de guerre imposé au prolétariat. Cependant la détérioration des conditions de vie et de travail (difficultés de ravitaillement et de logement, inflation galopante, etc.) provoqua au printemps 1917 une vague de grèves et précisément dans les usines d'armement où régnait une discipline de fabrique particulièrement pesante. Ce mouvement auquel participèrent près de 200 000 ouvriers, toucha 48 villes. Il était organisé par des délégués d'atelier (*shopstewards*) ou des comités d'atelier qui s'étaient constitués en dehors du cadre syndical. A la mi-mai le ministère de l'armement refusa de négocier avec les délégués des grévistes, et 8 de ses dirigeants furent arrêtés. Mais pour faire reprendre le travail, il fut finalement contraint d'accepter discuter avec le comité de grève. En contrepartie de l'appel à la reprise du travail, le comité obtint la promesse que les ouvriers emprisonnés seraient libérés et qu'il n'y aurait pas de sanctions pour fait de grève, en plus d'un certain nombre de revendications. Il accepta par ailleurs de confier aux syndicats les négociations avec le patronat. Cependant, devant la faiblesse des résultats, la grève continua encore pendant une semaine dans certains endroits comme à Liverpool. En août se tint une assemblée de *shopstewards* où se retrouvèrent plus d'une centaine de délégués; mais la proposition de préparer une nouvelle grève sauvage fut repoussée par la majorité des participants. Des grèves eurent encore lieu à l'automne, et le gouvernement accorda des haus-

ses de salaire qui permirent la reprise en main des ouvriers par les syndicats.

## MUTINERIES EN FRANCE

Le 16 avril 1917 le nouveau général en chef des armées françaises, Robert Nivelle, partisan de «l'attaque à outrance», lança une grande offensive sur le «Chemin des Dames» sur le plateau de Craonne; ce fut un échec sanglant, causant 30 000 morts et 100 000 blessés du côté français en 10 jours. Venant après la boucherie des batailles de l'année précédente (à Verdun, 700 000 soldats tombèrent morts ou blessés des deux côtés du front), elle provoqua une vague de révoltes et de mutineries parmi les soldats français.

Dans ses mémoires, le «poilu» Louis Barthas écrit qu'un vent de révolte venu de Russie soufflait sur les régiments; les officiers redoutaient «d'être abattus dans le dos ou de ramasser une grenade dans leur abri». Il relate une tentative de former un soviet, des tirs contre des officiers, etc (4). Entre le 20 mai et 10 juin 1917 environ 40 000 soldats participèrent à 250 ou 300 actions, plus ou moins sérieuses; de 30 à 50 divisions furent touchés par le mouvement, paralysant l'armée (il n'y avait plus que deux divisions sûres entre le front et Paris), certains mutins tentant même de marcher sur Paris (5). Les autorités militaires françaises avertirent confidentiellement leurs alliés britanniques de la situation; en rendant compte de l'information, le général en chef des armées britanniques écrivit au secrétaire d'Etat à la guerre à Londres: «*la révolution n'est jamais loin sous la surface en France. Et aujourd'hui la croûte est très mince*» (6), réflexion qui malheureusement reflétait davantage la crainte des dirigeants bourgeois que la réalité de la situation. Il y eut environ 3500 condamnations à diverses peines dont 554 à mort (mais «seulement» 60 à 70 furent effectives); cependant il s'agit des chiffres officiels qui ne prennent pas en compte les exécutions sommaires ou l'envoi de rebelles au casse-pipe (6). Grâce à la censure instaurée depuis le début de la guerre, les autorités purent à tenir secrètes les informations sur les mutineries. Mais la dégradation des conditions de vie et de travail pour les civils, aggravée par un hiver très froid qui rendait intolérable les pénuries de combustible de chauffage, provoquait un mécontentement croissant, qui se manifesta par des grèves. De la fin décembre 1916 jusqu'à la fin janvier 1917 une première vague de grèves frappa notamment les usines d'armement; les femmes en furent le moteur: occupant les emplois les moins qualifiés où elles remplaçaient souvent les hommes mobilisés, elles touchaient des salaires beaucoup plus bas que ces der-

niers. Un décret ministériel accordera une augmentation significative des salaires (0,65 francs de l'heure contre 0,45 auparavant pour les non-qualifiés, etc.) tout en rendant l'arbitrage obligatoire en cas de conflit social, afin d'éviter les grèves.

## LES GRÈVES DE MAI-JUIN 1917

Mais ces dispositions répressives n'empêcheront pas l'éclatement de la vague de grèves de mai-juin 1917 (qui aura des prolongations à la fin de l'été avec la grève des usines d'aviation) dans un climat marqué aussi par la nouvelle de la révolution russe et de la chute du tsarisme. Commencant le 11 mai, la plupart du temps en dehors des syndicats les grèves touchèrent principalement les secteurs du textile, de la métallurgie, de la chimie, des industries alimentaires, etc. En région parisienne il y eut près de 200 grèves et plus de 150 000 grévistes au total (même si les grèves n'étaient pas de longue durée); comme à Saint-Pétersbourg deux mois auparavant ce sont les femmes qui furent à l'initiative du mouvement, notamment d'une de ses caractéristiques: les manifestations et les cortèges de grévistes aux entreprises voisines pour les faire débrayer. Au départ les slogans et les revendications étaient purement économiques (augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail et obtention de la «semaine anglaise», etc.), mais assez rapidement ils prirent une tonalité anti-guerre et révolutionnaires avec drapeaux rouges, chants de l'Internationale, etc. (7).

Si cette vague de grèves marquait une rupture de fait de la paix sociale, si les grèves furent souvent victorieuses, la dure répression (centaines d'arrestations, lâchage de chiens policiers contre les grévistes, etc.), la propagande patriotique de la presse qui dénonçait les grèves comme une trahison, sans oublier la politique collaborationniste des directions syndicales majoritaires, firent que le mouvement resta limité. Sur le plan politique on assista au développement de l'opposition interne dans le Parti Socialiste; c'était une opposition modérée, réformiste et pacifiste, mais elle commença à attirer dans son orbite les dirigeants du syndicat de la métallurgie qui avaient constitué le Comité de Défense Syndicaliste, l'un des piliers du noyau militant opposé à la guerre et à l'union sacrée.

## LA MONTÉE DES TENSIONS EN ALLEMAGNE

L'Allemagne était le pays capitaliste le plus industrialisé d'Europe conti-

( Suite en page 14)

# L'ANNÉE 1917

## ( Suite de la page 13 )

mentale et le mouvement prolétarien y était également le plus important – bien plus puissant que dans la France à la population encore majoritairement paysanne. Le ralliement de la Social Démocratie et des syndicats à la paix sociale, conjugué à l'instauration depuis le début de la guerre de l'Etat de siège, rendaient très difficiles les manifestations d'opposition ouvrière et politique. Les groupes d'opposants étaient contraints à la clandestinité et connaissaient la répression. Mais dès 1916, après l'arrestation de Liebknecht – le député socialiste qui avait voté, seul, contre les crédits de guerre – lors de la manifestation du premier mai et sa condamnation au bagne à la fin juin 1916, des grèves de protestation avaient eu lieu dans diverses villes allemandes: 55 000 ouvriers firent grève à Berlin, 8000 à Brunswick, ainsi qu'un nombre indéterminé à Stuttgart et à Brême, sous l'impulsion de délégués autonomes doublant les délégués syndicaux officiels. La situation des masses prolétariennes ne cessait de se détériorer; des émeutes de la faim éclataient sporadiquement à Berlin et dans les grandes villes où les rations étaient insuffisantes; les masses pauvres n'ayant pas les moyens d'avoir recours au marché noir pour trouver les vivres nécessaires; les morts causés par la faim se chiffraient par milliers. Les grèves pour des augmentations de salaire et l'obtention de nourriture devenaient de plus en plus nombreuses: 240 grèves en 1916 où participèrent 124000 travailleurs contre 562 en 1917 avec 650 000 grévistes. Dès le début de l'année 1917 des grèves touchaient les usines Krupp, avant de s'étendre à tout le bassin industriel de Rhénanie Westphalie.

### LES GRÈVES D'AVRIL 1917

Mais c'est l'annonce de l'aggravation du rationnement au printemps (diminution notamment d'un quart de la ration de pain) qui accrut encore le mécontentement alors même que l'exemple de la révolution en Russie montrait la force que pouvait avoir la lutte ouvrière. Le 15 avril des délégués des usines de Berlin se réunirent pour organiser la grève du lendemain, jour de l'entrée en vigueur des nouvelles normes de rationnement: Probablement 300 000 ouvriers cessèrent alors le travail à Berlin, et le mouvement toucha aussi Kiel, Leipzig, Magdebourg; les revendications économiques s'accompagnaient de mots d'ordre contre la guerre, contre l'état de siège, pour la libération des prisonniers politiques, etc., transformant ainsi la grève en grève politique. La reprise du travail

se fit assez vite sous l'action des chefs syndicaux, mais des usines continuèrent cependant la grève. Les autorités décrétèrent alors leur «militarisation», ce qui signifiait la réquisition des ouvriers; cette mesure réussit à faire cesser le mouvement. Malgré tout, les grèves d'avril marquèrent un changement de l'état d'esprit des masses ouvrières qui émergeaient de la résignation.

La poursuite de la boucherie de la guerre et la dégradation des conditions de vie des prolétaires avaient provoqué une opposition de plus en plus marquée envers l'attitude collaborationniste du parti social démocrate et des bonzes syndicaux. Le 21 décembre 1915, 18 députés socialistes avaient voté, comme Liebknecht l'année précédente, contre les crédits militaires; exclus du groupe parlementaire socialiste quelques mois plus tard (Liebknecht l'avait déjà été), ils constituèrent un groupe parlementaire distinct (la *Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft*) qui devint le pilier politique de l'opposition «centriste» à l'orientation majoritaire dans le parti social démocrate. Mais cette opposition, très modérée et hésitante, se refusait à engager toute action véritable contre la guerre: son but était en fait d'empêcher le développement de l'influence des révolutionnaires dans la classe ouvrière.

C'est ce que Kautsky, le théoricien du centrisme, expliqua sans fard à un correspondant: «*Le danger qui nous menace du côté du groupe "Spartakus" [le groupe révolutionnaire autour de Liebknecht et Rosa Luxemburg] est grand. Leur radicalisme répond aux besoins immédiats des larges masses indisciplinées. Liebknecht est maintenant l'homme le plus populaire dans les tranchées. (...) Si [notre groupe] ne s'était pas constitué, Berlin aurait été conquis par les "Spartakistes" et serait en dehors du parti. D'un autre côté si le groupe parlementaire de gauche avait été constitué de manière indépendante il y a un an comme je le voulais, le groupe "Spartakus" n'aurait pris aucune importance*» (9).

Exclus du Parti Social Démocrate (SPD), les centristes se constituèrent en Parti Social Démocrate Indépendant d'Allemagne (USPD) lors d'un congrès les 6-8 avril 1917. Bien qu'une partie de l'extrême gauche appelait à la rupture avec la social démocratie et à la formation d'un parti révolutionnaire autonome, les Spartakistes décidèrent dans leur grande majorité d'adhérer à l'USPD «pour ne pas rester isolés» (le nouveau parti revendiquait près de 100 000 membres) et pour se protéger de la répression. D'autre part leurs conceptions spontanéistes et anti-centralistes firent

qu'ils ne cherchèrent pas à organiser une tendance structurée au sein de l'USPD, se contentant de l'autonomie qu'il reconnaissait aux organisations locales. Cette décision faisait le jeu du centrisme qui cherchait à empêcher l'apparition d'un mouvement révolutionnaire indépendant; elle allait avoir des conséquences désastreuses lorsque la situation devint révolutionnaire.

Une démonstration de son rôle néfaste sera donnée au cours de l'été. Des marins avaient spontanément organisé un réseau s'étendant à l'ensemble de la flotte de guerre qui avait pu mener avec succès quelques actions revendicatives. Mais pour aller plus loin, il leur fallait l'appui d'un parti; ils s'adressèrent donc au parti le plus à gauche, l'USPD, qui leur conseilla toute activité clandestine et les appela à agir sous leur propre nom. Mais la police militaire frappa, démantelant le réseau dont les dirigeants passèrent en conseil de guerre: 2 furent fusillés le 5 septembre, alors que l'USPD dégageait toute responsabilité dans les événements. Seuls les Spartakistes prirent fait et cause pour les marins (10). Apprenant la nouvelle, Lénine écrivit qu'avec d'autres phénomènes, comme l'arrestation de dirigeants socialistes italiens (voir plus bas), «*le début des mutineries militaires en Allemagne sont le symptôme irrécusable d'un grand tournant, les symptômes d'une veille de la révolution à l'échelle mondiale*» (11).

En attendant les autorités militaires allemandes durcirent les mesures de répression et prirent des mesures d'intimidation à l'égard de l'USPD. Pendant l'automne et l'hiver des grèves éclatèrent sporadiquement, la nouvelle de la prise de pouvoir par les bolcheviks sera accueillie favorablement, mais la police réussira à empêcher toute manifestation de soutien au pouvoir soviétique: il n'y aura pas de grand mouvement avant les grèves en Autriche et en Allemagne du début de l'année 1918.

### L'ITALIE DANS LA TOURMENTE

La hausse du coût de la vie, la pénurie des denrées alimentaires, l'hostilité envers la poursuite de la guerre provoquèrent à partir de décembre 1916 des manifestations sporadiques dans le pays, dont les participants étaient principalement de femmes; des grèves éclatèrent dans de nombreuses localités ainsi que des protestations contre la guerre. A la suite d'une série de troubles dans toute la Lombardie au début du mois de mai 1917, la direction du Parti Socialiste et des syndicats appelèrent leurs militants à s'abstenir «pour le moment (sic!)» de toute participation à ces mouvements.

C'est à Turin en août que l'agitation

se transforma en véritable insurrection. Le prolétariat turinois avait une expérience de lutte, qui s'était encore manifestée lors d'une grève générale les 17 et 18 mai 1915 contre l'entrée en guerre de l'Italie. Plus gros centre industriel du pays, la ville avait connu un développement rapide des industries de guerre avec le conflit; elle était en fermentation depuis plusieurs mois à cause des difficultés récurrentes du ravitaillement. En outre les nouvelles de la révolution russe enflammaient les prolétaires: dix jours auparavant un grand rassemblement de dizaines de milliers de personnes avait accueilli avec enthousiasme des délégués du Soviet de Petrograd bien que ceux-ci, mencheviks, étaient en tournée dans le pays pour appuyer l'effort de guerre: pour les prolétaires ils représentaient la révolution.

Après des rassemblements de protestation, la veille, de femmes devant la préfecture et la mairie, le mouvement commença le matin du 22 août; des groupes de femmes et de jeunes manifestèrent pour le pain, arrêtant les trams et appelant les ouvriers à la grève. Dans l'après-midi la grève s'étendit dans la ville: des milliers d'ouvriers quittèrent le travail pour se réunir à la bourse du travail afin d'y chercher des directives, tandis que d'autres partaient en délégation pour mettre en grève les usines et les entreprises. Des magasins d'alimentation et des armureries furent pillées. Le soir la police occupa les locaux de la Bourse du Travail et arrêta son secrétaire. Le lendemain 23 août la grève était générale dans la ville et s'étendait aux localités voisines. Dans les quartiers ouvriers du nord les habitants érigèrent des barricades, tandis que les autorités faisaient appel à l'armée. Le 24, la section socialiste et la Bourse du Travail appela à continuer la lutte contre les «provocations» des autorités tout en «évitant les violences inutiles». Les affrontements se généralisaient dans presque toute la ville, les ouvriers tentant de se diriger vers le centre. Pour reprendre les quartiers ouvriers, l'armée fit intervenir les automitrailleuses; c'est alors qu'un millier de femmes sans armes réussirent à les arrêter, au moins pour un temps. Mais le samedi 25 les barricades étaient démantelées, les dirigeants du Parti Socialiste et de la Bourse du Travail encore en liberté arrêtés – à l'exception des chefs réformistes (députés, etc.). Ces derniers, affirmant représenter «provisoirement» les organisations ouvrières, appelaient à reprendre le travail le lundi. Il y eut encore quelques affrontements isolés le dimanche, et le lundi la moitié des usines était encore en grève; cependant la révolte était brisée.

Le bilan fut d'une cinquantaine de morts du côté prolétarien contre une dizaine du côté des soldats. Plus de 800 ouvriers passèrent en jugement,

ainsi que des dirigeants socialistes (y compris nationaux, pour incitation morale à la révolte et à la «trahison intérieure») (12).

Le mécontentement par rapport à l'attitude de la direction du Parti Socialiste, à la remorque du groupe parlementaire et des chefs syndicaux, et la poussée des réformistes, avait suscité la création d'une «Fraction Révolutionnaire Intransigeante» lors d'une réunion de militants de la gauche du parti à Florence, en juillet 1917. Cette fraction s'était constituée en vue du Congrès du parti qui aurait dû avoir lieu à la fin de l'année, mais qui ne put se tenir à cause de l'état de guerre.

Entre-temps survint fin octobre la défaite de Caporetto: les armées autrichiennes appuyées par des renforts allemands, enfoncèrent les lignes italiennes, faisant près de 300 000 prisonniers et progressant de 150 km en direction de Venise. Des milliers de soldats italiens jetèrent leurs armes et désertèrent. Déjà le nombre de désertions n'avaient cessé d'augmenter au cours des mois précédents, au cours de l'été il y avait eu plusieurs cas où les soldats avaient refusé de monter au front et en juillet un bataillon de troupes d'élite s'était même mutiné; il s'agissait d'actes spontanés de sabotage de la guerre et de défaitisme, comme le professaient les bolcheviks et l'extrême gauche en Italie. Les autorités militaires avaient répondu en multipliant les exécutions pour l'exemple. La pression du courant réformiste et de la bourgeoisie sur le parti socialiste pour qu'il rejoigne l'union sacrée au nom de la défense de la patrie, comme dans les autres pays en guerre, revêtit une intensité sans précédent. Dans cette situation une réunion clandestine de délégués de la Fraction et de la direction du parti eut lieu le 18 novembre à Florence.

Bordiga, dirigeant ses Jeunesses Socialistes, qui se situait à l'aile gauche de la Fraction, posa le problème de la conquête du pouvoir, demandant que le parti se range au niveau international aux côtés de Lénine (la révolution «d'octobre» venait d'avoir lieu), abandonnant sa ligne centriste officielle: «Ni adhérer à la guerre, ni la saboter».

Sa position resta minoritaire; l'accord se fit seulement sur le refus de l'union sacrée, «l'opposition irréductible à la guerre» et la résistance aux pressions réformistes (13). Mais à partir de ce moment se créèrent et se renforcèrent les liens entre les éléments d'extrême gauche du parti, qui allaient déboucher plus tard sur la constitution du courant de la Gauche communiste, puis du Parti Communiste d'Italie.

\* \* \*

Quelques jours auparavant l'insurrection organisée par le parti Bolchevik

avait triomphé en Russie. Lors de la séance du Congrès des Soviets à Petrograd du 7 novembre (25 octobre selon le calendrier russe en vigueur), Lénine lut au milieu d'un enthousiasme indescriptible une courte déclaration commençant par: «Camarades! La révolution des ouvriers et des paysans dont les Bolcheviks n'ont cessé de montrer la nécessité, est réalisée». Et elle se concluait ainsi:

«Nous possédons la force d'une organisation de masse qui triomphera de tout et qui conduira le prolétariat à la révolution mondiale. (...) Vive la révolution socialiste mondiale!».

L'année 1917 se terminait par la première victoire de la révolution prolétarienne internationale. Mais c'est en Europe occidentale qu'allait se jouer l'affrontement décisif entre le prolétariat et le capitalisme.

(1) cf. Lénine, «Un tournant dans la politique mondiale», Oeuvres, Tome 23, p. 295, 296, 297.

(2) cf. Lénine, «Lettre d'adieu aux ouvriers suisses», Oeuvres tome 23, p. 400, 401, 403.

(3) Le Ministre de l'Intérieur s'opposa à prendre des mesures pour empêcher le pacifiste Bertrand Russel de professer ses opinions en expliquant qu'il faisait ainsi la «preuve de la légèreté de notre censure... et une preuve de notre force». Cf. Adam Hochschild, «To End all Wars», Pan Books 2011, p. 280. Russel sera quand même arrêté par la suite, quand la répression s'intensifiera contre les déserteurs et les objecteurs de conscience. D'autre part, s'il y avait indubitablement en Grande Bretagne, au moins au début du conflit; un libéralisme politique inconnu dans les autres pays en guerre, dans les rangs de l'armée régnait une discipline féroce: le nombre de soldats fusillés y fut le plus nombreux de toutes les armées belligérantes.

(4) cf. «Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914, 1918», La Découverte 2013, p. 471-474. Barthas dit que les soldats lui avaient proposé la présidence d'un soviet qui à raison de 3 hommes par compagnie aurait pris la direction de son régiment; il refusa par crainte de la répression et, «pour donner une apparence de légalité à ces manifestations révolutionnaires» il rédigea un manifeste de protestation contre le retard des permissions. Il écrit que dans le voisinage 2 régiments s'étaient mutinés et aux cris de «la paix ou la révolution!» s'étaient emparés de leur caserne et avaient voulu fusiller leur général, etc.

(5) Une autre estimation chiffre le to-

## L'ANNÉE 1917

( Suite de la page 15 )

tal des mutins pour toute l'année 1917 entre 60 000 et 88 000; un tiers de l'armée aurait été touché, soit 68 divisions, 128 régiments d'infanterie (dont 7 régiments coloniaux), 22 bataillons d'infanterie légère et 7 régiments d'artillerie. Cf. Jacques R. Pauwels, «1948-1918. La grande guerre des classes», Ed. Delga 2014, p. 386. Il faut aussi rappeler la mutinerie des troupes russes du camp de la Courvine dont la répression par l'armée fit une dizaine de morts.

(6) cf. Adam Hochschild, op. cit. p. 277

(7) John Williams dans «Mutinerie

1917», Presses de la Cité 1963, p. 236-237, cite le cas d'un groupe de mutins réduit en pièces par des tirs de l'artillerie française (sans que les artilleurs aient été mis au courant de la nature de leur cible).

(8) cf. Jean-Louis Robert, «Les ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris 1914-1919», Annales Littéraires de l'Université de Besançon n°592. D'autres sources avancent le chiffre de 250 000 grévistes pour toute l'année 1917.

(9) Lettre à Victor Adler, 7/8/2016. Cf. Massime Salvadori, «Kautsky and the Socialist Revolution. 1880-1938», Ed. NLB 1979, p. 209.

(10) Pour cet épisode voir P. Broué, «Révolution en Allemagne. 1917-1923», Ed. de Minuit 1971, p. 106-109. Les ma-

rins avaient mis sur pied une direction centrale clandestine qui regroupait 5000 marins.

(11) cf. Lénine «La crise est mûre», 29/9/17. Oeuvres, Tome 26, p. 68-69.

(12) cf. Del Carria, «Proletari senza rivoluzione», vol. 3, Savelli, 1977, p. 38-53.

(13) cf. «Storia della Sinistra Comunista», tome 1, p. 114-116. Germanetto, qui était présent à cette réunion, écrit: «*Bordiga analisa la situazione in Italia. Il constata la défaite, la désorganisation de l'Etat italien et termina par ces paroles: "Il faut agir. Le prolétariat des usines est fatigué. Mais il est armé. Nous devons agir"*». cf. Germanette. «Souvenirs d'un perruquier», Bureau d'Éditions 1931, p. 113.

## «Islamofascisme», «islamo-gauchisme»:

### Quand «Mouvement Communiste» part en croisade

Mouvement Communiste (MC) est un groupe issu du GCI («Groupe Communiste Internationaliste», lui-même ancienne scission du CCI sur des bases anarchisantes et anti-marxistes), qui affirme travailler pour la constitution du parti communiste mondial et qui affiche des prétentions théoriques. Nous avons déjà eu l'occasion de l'épingler à diverses reprises sur la question du fascisme comme sur la question de la religion (1). Nous nous intéresserons ici à un texte qui touche à ces deux sujets; il a été publié il y a déjà quelque temps, mais il nous paraît intéressant de le critiquer car il réunit un certain nombre de positions fausses que l'on retrouve un peu partout.

Il s'agit d'un «document de travail» intitulé: «*Islamofascisme: Définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers*» (2). Dans sa présentation, MC écrit que comme il utilise depuis plusieurs années le concept d'islamofascisme, «*il est donc nécessaire, si on ne veut pas le considérer comme un concept creux et incantatoire, de le définir précisément*» (aveu ingénu qu'il utilisait depuis plusieurs années ce terme sans avoir une idée précise de ce qu'il signifiait!). L'analyse de ce document va nous permettre de préciser à notre tour ce qu'il faut penser de ce concept qui fait office désormais de lieu commun.

#### QU'EST-CE QUE LE FASCISME?

MC commence par donner sa propre définition du fascisme, définition s'appliquant tant aux régimes constitués qu'aux mouvements politiques. Elle se résume en 4 «critères»: – Relation parti-

culière aux «*corps intermédiaires*», qui sont soit détruits soit absorbés par l'Etat; – «*Nationalisme économique*» (intervention étatique, mesures protectionnistes, autarcie, etc.) – «*Violence extralégale*» («*consubstantielle aux régimes fascistes*»); – «*Négation du conflit de classes*» (citons cette perle: «*le fascisme ne comprend pas l'utilité de la lutte des classes pour le développement capitaliste*!»). MC ajoute à ces critères deux «remarques»: 1) «*l'attitude vis-à-vis des élections après la prise du pouvoir couvre un spectre étendu qui ne permet pas d'en faire un critère commun*» (certains des régimes étiquetés fascistes par MC les utilisent, d'autres non); 2) «*les régimes fascistes ont tous eu un leader charismatique, mais ce n'est pas leurapanage*», des régimes non fascistes pouvant avoir de tels leaders.

Mais ces critères ne définissent pas du tout les régimes, ni les mouvements politiques fascistes! On les retrouve en effet, de façon plus ou moins étendue et plus ou moins accentuée, dans **tous** les régimes bourgeois modernes. Quel Etat par exemple ne nie pas le conflit de classes pour maintenir la paix sociale et ne recourt pas au nationalisme économique pour se protéger des concurrents?

La venue au pouvoir des régimes fascistes dans l'entre-deux guerres a correspondu à un tournant dans l'évolution capitaliste avec la fin des vieux régimes démocratiques libéraux qui existaient jusque-là. Les régimes fascistes ont mis en oeuvre des mesures qui seront reprises ensuite partout, parfois à l'initiative de gouvernements de gauche, comme celui de Roosevelt aux Etats-Unis, et que l'on peut résumer par l'in-

tervention accrue de l'Etat dans la vie économique et politique. C'est dans ce sens que nous avons écrit que si les régimes fascistes ont perdu la guerre, **le fascisme l'a gagnée**: la bourgeoisie des autres pays a utilisé les méthodes qui avaient démontré leur efficacité sous les régimes fascistes; ceci a été particulièrement vrai dans les jeunes Etats nés des indépendances où il fallait bander tous les efforts et contrôler d'une main de fer toute la société pour drainer le maximum de ressources vers le développement économique tout en disciplinant les jeunes classes ouvrières.

Mais il en était de même dans les grands Etats capitalistes où, pour surmonter les ravages de la guerre et imposer à la classe ouvrière l'exploitation accrue indispensable à la reconstruction, il fallait recourir à la puissance de l'Etat et à la centralisation politique et économique. Notre courant voyait dans le fascisme des méthodes mises en oeuvre par la bourgeoisie la plus moderne pour défendre le capitalisme en crise, alors que d'autres y compris dans l'Internationale se fourvoient en le prenant pour un mouvement des secteurs les plus arriérés et rétrogrades de la société («*féodaux*», «*agrariens*», etc.). C'est à cette dernière interprétation que semble se rattacher MC en écrivant: «*l'islamofascisme est l'expression d'un développement insuffisant du capital, du capital commercial le plus arriéré, de la rente et est issu de l'organisation tribale de segments marginaux de la société du capital*».

En réalité il est vain de chercher dans des critères de type sociologique ou juridique les traits distinctifs du fascisme,

qu'il soit ou non au pouvoir, car ses traits sont d'abord de nature **politique**. Notre courant l'a caractérisé de façon lapidaire comme la **pointe extrême de la contre-révolution bourgeoise**. Contrairement à ce que s'imaginent MC le fascisme comprend **parfaitement** le sens de la lutte des classes, puisqu'il a pour but précisément la victoire totale de l'ordre bourgeois dans cette lutte par l'écrasement de l'adversaire prolétarien. Il a recours à la violence extralégale, parce qu'il est une **arme utilisée** par la bourgeoisie lorsqu'elle veut intimider et frapper le prolétariat tout en conservant encore à l'Etat sa façade démocratique, en apparence au-dessus des classes.

Le fascisme apparaît et se développe dans des circonstances bien particulières: celles d'une grave crise sociale où le système politique bourgeois est confronté à une menace révolutionnaire. La classe dominante passe à la dictature ouverte en remettant le pouvoir politique au fascisme pour briser toute résistance. Prétendre définir le fascisme indépendamment de la situation d'affrontement social aigu qui le fait naître, indépendamment du rôle qu'il peut ou qu'il se propose de jouer au service de l'ordre bourgeois contre cette menace prolétarienne révolutionnaire, est une complète absurdité.

Sur la base de sa définition, MC englobe dans les pays fascistes l'URSS stalinienne, la Chine de Mao, l'Argentine de Perón et il fourre dans le même sac *«les fascistes classiques, les fascistes rouges staliniens, leur variante anti-impérialiste tiers-mondiste (...) les islamo-fascistes»*.

Et pour ce qui est du concept d'Islamo-fascisme, il l'applique à des pays aussi divers que l'Iran des Mollahs, la Syrie de Hafez El Assad, l'Irak de Saddam Hussein, l'Egypte de Nasser, la Libye de Kadhafi et l'Algérie du FLN. Mais la seule chose qui a rassemblé et qui rassemble ces pays, c'est que la religion dominante y est l'Islam, sous une forme ou une autre (Chiisme, Sunnisme), ces divers régimes ayant d'ailleurs eu une politique différente vis-à-vis d'elle.

Mais non! Ils ont une autre caractéristique commune: ils ont plus ou moins été des Etats clients de l'URSS et en tout cas se sont tous opposés aux impérialismes occidentaux, qui les ont été dénoncés comme «fascistes» (que l'on se rappelle Nasser ou Saddam Hussein qui ont été traités de «nouvel Hitler» par de furieuses campagnes de presse – juste avant les interventions militaires occidentales contre ces régimes). Les «marxistes» de MC ne seraient-ils pas allés chercher leur inspiration dans les poubelles de la propagande impérialiste occidentale? Est-ce que c'est par hasard

que des régimes dictatoriaux mais pro-occidentaux comme la Tunisie du parti unique de Bourguiba ou le Maroc de Hassan II ne figurent pas dans la liste des pays islamo-fascistes qu'il dresse?

Ce qui est sûr, c'est qu'on retrouve des traits dictatoriaux semblables dans les nouveaux régimes bourgeois nés, avec ou non présence de l'Islam, dans la deuxième moitié du vingtième siècle en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient, de même que la faiblesse d'une classe bourgeoise autochtone (MC parle même de son «absence» dans les pays «islamo-fascistes») qui impose le recours à l'Etat dans l'économie.

Le concept d'«islamo-fascisme», tel du moins que MC le présente (notons qu'il assimile subrepticement dans ce texte à l'islamo-fascisme l'Islam politique, c'est-à-dire des formations politiques bourgeoises classiques à idéologie religieuse qui existent ou ont existé dans divers pays sans avoir rien de fascistes) se révèle de fait complètement creux.

En fait, MC s'aligne sur l'hystérie «anti-islamiste» qui sert régulièrement en France de cheval de bataille à toutes les canailles les plus réactionnaires depuis Sarkozy ou Valls jusqu'à la famille Le Pen, en passant par De Villiers et beaucoup d'autres.

#### «ISLAMO-GAUCHISME»

C'est dans ce cadre que MC entreprend de caractériser *«les soutiens de l'islamo-fascisme»*: ils s'appuieraient sur un principe *«déjà appliqué à la classe ouvrière: les opprimés ne peuvent pas être oppresseurs»*. Qu'est-ce à dire? La classe ouvrière pourrait-elle être oppresseuse? Et de qui? MC substitue au critère marxiste, matérialiste, de la division sociale en classes et de la lutte de ces classes, un critère moral qui se fonde sur le comportement individuel (les membres de la classe ouvrière, classe soumise à la domination bourgeoise y compris sur le plan idéologique, peuvent parfaitement avoir des comportements et des attitudes réactionnaires). La défense aveugle des opprimés conduirait alors à une *«convergence idéologique et organisationnelle entre islamo-fascistes et islamo-gauchistes qui mêlent la défense d'une religion opprimée ou du djihad armé, au nom d'une supposée lutte anticoloniale, antiraciste et anti-impérialiste»*.

Cette prétendue convergence est présentée ainsi: *«d'aucuns tentent d'expliquer ou de justifier les attentats et massacres des déclassés de l'islamisme politique comme une "juste" réponse à l'impérialisme occidental et en particulier à celui de la France, pays*

*qu'avec ses petits moyens est néanmoins intervenu ces derniers temps en Afghanistan, au Liban, en Centrafrique, au Mali et en Syrie. Certains anti-impérialistes voudraient même rejouer la partition de la guerre d'Algérie, avec ses réseaux de soutiens et la polarisation entre pro et contra. D'autres en profitent pour ressortir le conflit palestinien comme lutte de libération contre une population toute entière qui serait composée exclusivement d'opresseurs et de colons»*.

**Odieuse calomnie!** MC se garde bien de citer un ou des groupes qui soutiendraient cette position car, à notre connaissance, pas un groupe d'«extrême» gauche n'a défendu les auteurs des attentats de Paris ou de Bruxelles ou n'a apporté un soutien matériel aux terroristes. Au contraire la plupart ont rejoint l'union nationale anti-terroriste. Quant à la défense des opprimés elle est entravée chez ces groupes par leur suivisme vis-à-vis des forces collaborationnistes pro-bourgeoises.

Pour MC, tous ceux qui contestent – même sur des bases ultra-réformistes comme le NPA – l'ordre impérialiste occidental et la colonisation israélienne seraient-ils à dénoncer comme des complices des islamistes et donc des agents fascistes? De telles accusations sont l'apanage des formations politiques les plus droitières qui assimilent la lutte contre la politique israélienne à de l'antisémitisme et qui se sont spécialisées dans la dénonciation d'une prétendue convergence «rouge-brun» (c'est-à-dire entre révolutionnaires et fascistes).

Pour compléter sa puante campagne de calomnies, MC explique que *«l'idéologie économique nationaliste est embrassée à la fois par le Front National et le Front de Gauche, deux formations politiques qui partagent le protectionnisme, la sortie de l'Euro et l'interventionnisme étatique»*.

Il est vrai que l'hostilité envers l'euro se retrouve dans les deux formations citées, mais de là à les cibler pour leur hostilité à l'Europe en «oubliant» que **toutes** les forces bourgeoises partagent leur même idéologies nationaliste, c'est à se demander si MC ne serait pas un précurseur du macronisme...

#### «ISLAMOPHOBIE»

Laissons de côté les discussions sur la pertinence étymologique du mot islamophobie lui-même (cela voudrait dire: peur de l'Islam); il est de fait qu'envers la religion islamique il existe depuis longtemps en France une hostilité de l'opinion publique, une hostilité qui s'étend

( Suite en page 18 )

## **«Islamofascisme», «islamo-gauchisme» : Quand «Mouvement Communiste» part en croisade**

( Suite de la page 17 )

au-delà des seuls sympathisants d'extrême droite: au cours des dernières années elle s'est trouvée une légitimité sous le drapeau de la laïcité.

Il n'est pas difficile de réaliser que cette hostilité n'a rien à voir avec une guerre de religions, mais qu'elle fait partie intégrante du climat traditionnel d'hostilité envers les prolétaires d'origine étrangère dans un pays colonial et impérialiste traînant derrière lui une sanglante histoire de massacres et de répression des populations conquises. Mais plus généralement dans tous les pays la classe dirigeante crée, alimente et attise les divisions entre prolétaires pour renforcer son pouvoir: depuis les pogroms anti-juifs dans la Russie tsariste aux lynchages de noirs dans la très capitaliste Amérique au siècle dernier, les choses sur ce point n'ont changé que relativement (aujourd'hui ce sont les flics américains qui tuent des noirs, etc.).

L'Islam est donc coupable ou au moins suspect parce qu'il est la religion majoritaire de la majorité de la fraction du prolétariat d'origine immigrée (autrefois les mots *musulman* et *arabe* étaient quasiment synonymes), la fraction la plus exploitée et la moins «intégrée», et par conséquent potentiellement la plus dangereuse pour l'ordre bourgeois. L'hostilité très répandue envers les signes de cette religion est régulièrement alimentée et réactivée par des politiciens et par les pouvoirs publics (3).

Les prolétaires autochtones doivent se démarquer ouvertement de cette hostilité et condamner sans hésiter toutes les tracasseries, vexations, harcèlements dont sont victimes leurs frères de classe; ils doivent lutter contre toutes les manifestations de racisme, institutionnel ou non, y compris quand cela touche la religion: c'est la condition indispensable pour surmonter les antagonismes entre prolétaires et souder les rangs prolétariens dans la lutte contre les patrons. Cette lutte contre la situation d'oppression particulière des prolétaires d'origine étrangère doit donc se mener sur une base classiste et non démocratique; elle doit évidemment dépasser la question religieuse à laquelle voudraient la cantonner les démocrates antiracistes, car derrière l'«islamophobie» il y a une politique bourgeoise bien précise, de nature anti-prolétarienne: la soumission d'une fraction du prolétariat à une

pression particulière, voire à un état d'exception, afin d'affaiblir le prolétariat tout entier.

Tout ça n'est pas l'avis de MC. Il prétend que le concept d'Islamophobie a été «inventé» «pour empêcher toute critique de l'Islam». Pire encore, «la lutte contre l'islamophobie menée par certains secteurs de la gauche et de l'extrême gauche du capital (...) renforce en dernière instance les raisons de ceux qui combattent, pour l'Islam politique, les armes à la main et entrave la re-composition révolutionnaire par-dessus les frontières à l'intérieur de la classe ouvrière et avec ses alliés naturels, la petite paysannerie pauvre et les femmes [sic! Il n'y a pas de femmes dans la classe ouvrière?]». Nous renonçons à comprendre la deuxième partie embrouillée de cette affirmation; il reste que, selon MC, lutter contre l'Islamophobie c'est faire le jeu des Djihadistes. Voilà qui va réjouir un Eric Zemmour ou un Robert Ménard!

En fait MC ne fait que recopier platelement les affirmations d'une Caroline Fouret (spécialiste médiatique en dénonciation de femmes voilées) ou d'un Gilles Kepel (professeur «expert» en terrorisme islamiste auprès de la bourgeoisie française, proche de Valls et membre du rassemblement anti-islamique «Printemps républicain»). Pour une organisation qui se prétend communiste, c'est assez fort...

### **L'«ISLAMO-FASCISME» EN ACTION**

Pour terminer MC passe aux exemples «pratiques» et liste des problèmes qui se sont posés dans certaines entreprises à cause des comportements de travailleurs musulmans contre leurs collègues, en particulier contre des femmes, y voyant l'«islamofascisme en action».

L'exemple le plus significatif donné pour ce qui est de la France est celui de la création d'un syndicat islamiste dans une filiale de restauration d'Air-France. Opposé aux grèves, ce syndicat est favorisé par la direction. Il s'agit donc d'un syndicat jaune, d'un syndicat patronal et pas seulement collaborationniste comme il en existe dans trop d'entreprises, mais à base religieuse – sans que l'on comprenne bien en quoi le qualificatif de «fasciste» puisse lui être appliqué.

MC dénonce des attitudes sexistes ou réactionnaires de travailleurs islamis-

tes, attitudes sans aucun doute réactionnaires et contraires à l'unité de la classe ouvrière. Mais il parle moins des campagnes, des attitudes et des comportements racistes auxquels sont confrontés dans leur vie de tous les jours les travailleurs issus de l'immigration. Le développement de l'emprise non des «idées» mais des organisations religieuses parmi eux est une conséquence d'un climat d'hostilité plus ou moins déclarée mais généralisée des institutions comme des habitants contre les prolétaires «immigrés» (appellation générique qui, aux yeux des racistes, englobe tous ceux qui sont musulmans, ont des prénoms arabes ou la peau trop foncée), climat qui se développe à mesure que s'accroissent les difficultés économiques et sociales.

On ne peut rien comprendre au développement du phénomène religieux ou communautaire y compris parmi une partie des prolétaires de la fraction la plus opprimée du prolétariat, notamment parmi les jeunes les plus en butte aux harcèlements policiers, les plus condamnés au chômage et à une vie sans issue, si on met de côté une situation politico-sociale qui constitue un terreau fertile pour l'influence réactionnaire de la religion.

De l'adhésion à une «communauté de croyants» pour tenter de résister à un monde hostile, au massacre de membres de ce monde pris au hasard, il y a un grand pas que seule une poignée d'éléments particulièrement déboussolés peut franchir en adhérant à des organisations terroristes. Mais ces éléments sont le produit de la société bourgeoise qui, en même temps qu'elle opprime et qu'elle exploite, dresse les prolétaires les uns contre les autres et diffuse en permanence les idéologies les plus pernicieuses et organise les comportements les plus réactionnaires et anti-prolétariens contre le danger de la lutte collective de classe.

L'utilisation de l'opium religieux fait partie de l'arsenal bourgeois depuis très longtemps et le problème pour les dirigeants bourgeois n'est pas de lutter contre la religion islamique (dénoncée par ailleurs de façon diverse), mais de la contrôler: c'est la vieille perspective de mettre sur pied un «islam à la française» (c'est-à-dire contrôlé par l'Etat) qui jusqu'ici n'a pas eu de résultats satisfaisants si l'on en croit les déclarations récentes de Macron lui-même.

En ce qui concerne la Belgique, MC traite du quartier de Molenbeek à Bruxelles (d'où sont issus plusieurs terroristes islamistes et où la population d'origine marocaine est nombreuse). Il explique que les autorités municipales (socialistes) se sont appuyées sur l'«islam politique» existant «depuis au moins

vingt ans» (et qui a donc fait la preuve de son soutien à l'ordre établi au travers d'un «*maillage qui maintient un tissu social de type communautariste et religieux*») (4) et il qualifie pour cette raison ces sociaux-démocrates, rouages efficaces de la démocratie bourgeoise... d'islamo-gauchistes!

Pour MC les islamo-fascistes, au moins à Molenbeek, ne sont autre que les petits délinquants qui vivent de deals divers; et alors «*la seule réponse possible, pour en finir avec eux, est que les habitants combattent eux-mêmes les islamo-fascistes là où ils prospèrent, en attaquant leur business, en reprenant la main sur les espaces qui jusqu'ici étaient sous leur contrôle et ce sans compter sur l'État et sa police*» – c'est-à-dire des milices d'habitants (qui, rappelons-le, sont, selon MC, enserrés dans un maillage religieux) pour lutter contre la délinquance, en auxiliaires ou en remplacement de la police!

Il n'y a pas de doute que la délinquance pèse sur les habitants des quartiers populaires et que la police joue un jeu ambigu vis-à-vis de cette délinquance où elle recrute des indics et dont elle sait qu'elle est fondamentalement hostile aux troubles de l'ordre social – parce qu'ils empêchent ses affaires (en 2005 les seuls quartiers populaires en France où il n'y a pas eu d'émeutes étaient ceux où la délinquance organisée était la plus forte; lors des émeutes de Baltimore aux Etats-Unis en 2015, les gangs de délinquants se sont entendus avec la police pour protéger les commerces qu'ils rackettaient habituellement contre les émeutiers, etc.)

Mais quand, non «les habitants», mais les **prolétaires** auront la force d'organiser des milices, ce ne sera pas pour lutter contre les petits délinquants, mais d'abord pour résister aux attaques des nervis bourgeois, dans la perspective de s'attaquer aux «grands délinquants», c'est-à-dire aux capitalistes. Ce ne sera pas pour jouer les supplétifs de la police ou pour «*reprenre la main*» sur des quartiers (entre parenthèses, il faudrait que MC nous dise à quel moment ils ont jamais eu la main sur ceux-ci), mais pour détruire l'Etat bourgeois et tous ses corps répressifs et instaurer là sa place leur dictature de classe.

MC en vient à se placer sur le terrain de l'extrême droite qui argue de la délinquance pour prôner le recours à l'«auto-défense» des commerçants, des petits propriétaires, etc. contre ceux que MC appelle «*la petite racaille*»...

\* \* \*

Concluons. MC a repris sur la question de l'Islamisme des positions non seulement bourgeoises, mais de forces

politiques de droite, («néo-cons»), comme on les appelle aux Etats-Unis). Ce faisant il contribue, en leur donnant un vernis d'extrême gauche, à légitimer auprès des prolétaires les campagnes contre les prolétaires immigrés qui se masquent derrière la critique de la religion et la référence à la laïcité. En réalité il n'existe, dans les grands pays impérialistes d'islamo-fascisme et d'islamo-gauchisme que dans la propagande de cercles réactionnaires bourgeois; la démocratie bourgeoise est encore moins «menacée» par l'islamo-fascisme que par le fascisme tout court. De même que la menace du fascisme est régulièrement brandie pour appel à la défense de l'Etat et de la démocratie bourgeoises, de même la menace de l'Islamo-fascisme est agitée pour susciter l'union sacrée autour des «valeurs de la République», c'est-à-dire pour la défense de l'ordre établi, pour la défense du capitalisme. Les prolétaires ne doivent pas se laisser prendre à ce piège grossier; ils doivent lui opposer la perspective de la solidarité de classe contre les capitalistes, leur système, leurs valeurs et leurs Etats, responsables des crimes artisanaux des terroristes djihadistes comme des gigantesques crimes commis à échelle industrielle dans le monde entier.

La lutte contre la montée du religieux, n'est possible que sur des positions de classe; celles-ci deviennent compréhensibles aux prolétaires les plus intoxiqués par cet opium, dans le combat pour défendre leurs intérêts. C'est ainsi que tout à fait «concrètement», lors des grandes luttes des sans-papiers des travailleurs étrangers ont pu se libérer de l'influence de leurs imams, opposés à la lutte et à l'action de nos camarades dénoncés comme «communistes athées». Le déclenchement, même partiel, des luttes ouvrières fait reculer l'influence religieuse; la reprise plus générale de la lutte de classe donnera une perspective concrète aux prolétaires autochtones et immigrés qui y feront l'expérience de leur force collective et de sa capacité à révolutionner la société et à détruire le capitalisme. Sonnera alors la fin des oppressions et de toutes les idéologies répressives.

(1) Dans divers articles du *Prolétaire* nous avons montré comment MC reprend les positions dominantes à ce sujet. Voir les n° 414 (à propos de son analyse du nazisme) et 476 (alignement de MC sur l'idéologie bourgeoise lors de l'assassinat de Theo Van Gogh, un responsable d'extrême droite, aux Pays-Bas).

(2) [https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT%209\\_Islamo%20fascisme\\_FR\\_vF\\_papier%20complet.pdf](https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT%209_Islamo%20fascisme_FR_vF_papier%20complet.pdf)

(3) Sans oublier les affaires récurrentes de voile islamique, il suffit de se souvenir de l'in vraisemblable campagne contre le port du «maillot islamique» que Manuel Valls, le premier ministre de l'époque, avait déclaré «*incompatible avec les valeurs de la République*»!

(4) Rappelons qu'en Belgique les religions officiellement reconnues (un des critères de cette reconnaissance étant de ne pas mener d'activités «contraires à l'ordre social») sont financées par l'Etat: l'Islam en fait partie.

L'écrasante majorité de ce financement (79,2%) va cependant à l'Eglise catholique (alors que seuls 43% des habitants se déclarent catholiques); mais l'influence catholique va bien au-delà de ce seul critère: elle s'appuie sur des institutions puissantes, des syndicats, des partis, des associations, des groupes de pression divers à tous les niveaux de la société, etc. Elle joue un rôle de conservation sociale et de paralysie du prolétariat autrement plus puissant que l'Islam. Faut-il s'étonner que MC ne dise rien de cette situation?

L'Islam ne reçoit que 3,5% de ce financement alors que les musulmans représenteraient 12% de la population. Signalons que la «laïcité organisée» reçoit elle aussi un financement étatique (13% du financement des religions bien que seuls 0,8% des Belges se reconnaissent en elle), sans aucun doute en reconnaissance de son rôle au service de l'ordre établi. Cf. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion\\_en\\_Belgique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_en_Belgique)

## Programme comunista Revue théorique du parti communiste international

No 104 (Mars 2017)

- Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)
- Les causes historiques du séparatisme arabe
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1)
- Histoire de la Gauche communiste:
  - La question du Front Unique (3)
  - Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)
- Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935)
- À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

## ZAD de Notre-Dame-des-Landes: La démocratie bourgeoise montre ses muscles, un avertissement pour les prolétaires

Le lundi 9 avril, l'État a lancé une vaste opération militaire contre les «zadistes» qui depuis des années se sont installés sur le site du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (abandonné en janvier dernier). Ces personnes ont construit sur cette vaste zone de bocage des «lieux de vie» dans lesquels ils prétendent mener une vie libérée du capitalisme. Bien entendu, ce projet utopique de fuite de la société bourgeoise tourne le dos à l'affrontement indispensable contre la bourgeoisie, son État et ses multiples moyens de contrôle social et de répression. Depuis l'abandon du projet d'aéroport, une grande partie des «zadistes» négociaient avec la préfecture pour légaliser leur installation.

Malgré le caractère inoffensif de cette contestation, la bourgeoisie a sorti les grands moyens médiatiques et policiers pour réprimer les «zadistes» et montrer ses muscles.

Dès décembre, d'intenses campagnes médiatiques ont été menées. Les médias bourgeois ont affirmé que les «zadistes» disposaient de *«horses plantées de clous géants, de boules de pétanques hérissées de lames de rasoir»*, de *«stocks d'engins incendiaires, de pièges dans les bois et même d'armes à feu»*, *«d'armes de chasse, d'acide, de fusées agricoles»*. Les «zadistes» dont certains seraient des *«types prêts à faire couler le sang»* ont été accusés de vouloir créer une *«guérilla type Vietnam des pauvres»*.

Le 9 avril vers quatre heures du matin, 2 500 militaires (des gardes mobiles) ont envahi la ZAD lourdement armés: flashballs, lance-grenades en tout genre, de fusils d'assaut, blindés légers équipés de mitrailleuse de 7,62 mm, hélicoptères, drones, canons à eau...

Ces nervis ont mené des opérations de destructions des habitations et des fermes créés par les «zadistes» puis des arrestations de militants et une violente répression contre leurs soutiens venus pacifiquement sur la ZAD. Plus de 4 000 grenades assourdissantes et de désencerclement (qui dispersent des éclats tout autour d'elles) ont blessé plusieurs dizaines de personnes (d'après certains témoignages les militaires en auraient largué depuis les hélicoptères) tout comme des tirs de flas-

hball qui visaient les manifestants au visage. Les hommes de main de la bourgeoisie ont également utilisé des gaz dont le lacrymogène mais aussi d'autres inconnus.

La bourgeoisie a aussi mobilisé un millier de flics pour intimider et réprimer la manifestation de soutien organisée à Nantes le 14 avril. Les flics se sont déchaînés contre les presque 10 000 manifestants en leur tirant dessus à coups de gaz lacrymogène et de «balles de défense», en les attaquant avec un canon à eux et en arrêtant quelques-uns pour l'exemple. Ce type de déchaînement policier est devenu très fréquent quand on ose contester la politique menée dans la très démocratique France, «patrie des droits de l'Homme».

La violence étatique s'est accompagnée d'un déferlement de propagande bourgeoise. Les journalistes ont été interdits de séjour sur le site (malgré leur docilité) et les médias ont diffusé les images prises par les caméras de la gendarmerie. Des gendarmes en civil se faisaient passer pour des journalistes, ce qui leur permettait d'espionner les «zadistes» et fabriquer des «preuves» en cas de procès. Les médias ont également répété en boucle les bobards du gouvernement et de ses nervis comme l'utilisation fantasmée d'acide contre les militaires ou une pseudo-tentative d'abattre un hélicoptère avec une fusée anti-grêle.

Sur la ZAD, la bourgeoisie a mené une vaste opération d'intimidation contre toute contestation de l'ordre social (en même temps qu'elle a offert un entraînement et un défouloir à ses chiens de garde). L'objectif était moins d'évacuer la ZAD que de montrer ses muscles, sa capacité à réprimer, à brutaliser, à blesser, à mutiler et à enfermer tous ceux qui osent s'opposer à sa poigne de fer.

Face aux tensions sociales qui s'accroissent, la bourgeoisie fourbit ses armes pour demain et prépare la carte de l'«État fort». Elle fabrique toutes les armes juridiques les plus appropriées (les multiples lois sécuritaires et «anti-terroristes») pour un passage, le plus brutal, et donc le plus efficace, de la violence potentielle à la violence réelle. Elle tente d'autre part d'augmenter cette ef-

ficacité en paralysant les exploités par un terrorisme préventif.

Quel autre sens peut avoir cette invasion militaire de la ZAD, cette mise en scène sans commune mesure avec les effets d'une occupation de terres qui n'égratigne même pas la société bourgeoise?

La tendance de la démocratie à se renforcer en se blindant ne peut être inversée, mais seulement brisée par la révolution prolétarienne et le démantèlement de la machine de l'État bourgeois. Le prolétariat ne pourra se défendre et ne pourra conquérir le pouvoir qu'en opposant à la violence bourgeoise la violence révolutionnaire. Il n'y a pas d'autre voie.

### Points de contact:

**Aix, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne:** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Deuxième liste 2018

Aix: 120,10 / B.H.: 20,00 / Eric: 5,00 / Gerard: 170,50 / Lav.: 6,50 / Noël: 74,50 / Paris: 900,00 / Pour la presse: 100,00 / Premier mai: 600,2 / Roland: 6,00

**Total liste: 2002,70**

**Total général: 2486,70**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**